# Rapport des orientations budgétaires 2019

Communauté de communes Les Portes briardes entre villes et forêts
Département de Seine-et-Marne

Férolles-Attilly, Gretz-Armainvilliers,Lésigny, Ozoir-la-Ferrière,Tournan-en-Brie.

## SOMMAIRE

**PREAMBULE** **3**

**ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE** **4**
A. Le contexte économique Européen 4
B. Le contexte économique Français 7

**LA LOI DE FINANCES 2019** **12**
A. Recettes du budget général 12
B. Dépenses du budget général 13
C. Solde budgétaire de l'Etat 15
D. Dette publique 16

**SITUATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES LOCALES** **17**
A. L'évolution des concours de l'Etat 17
B. Péréquation verticale 18
C. Péréquation horizontale 19

**ANALYSE FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** **20**
A. Préambule 20
B. La fiscalité intercommunale 21
C. Les dotations versées par l'Etat 25
D. Les quatre indicateurs synthétiques des risques financiers 28
E. Le ratio de désendettement de la Communauté de communes 33

**LES GRANDES LIGNES DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018** **34**

**LES ORIENTATIONS FINANCIERES ET MASSES BUDGETAIRES POUR 2019** **35**
A. L'évolution des principales recettes de fonctionnement 35
B. L'évolution des dépenses de fonctionnement 36

**LE CADRE DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES** **40**

**BUDGET ANNEXE ZAE 2019** **47**

**CONCLUSION** **47**
Equilibre et autofinancement 47

# PREAMBULE

**Cadre juridique**

En application des dispositions de l'article L. 5211-36 du CGCT, les dispositions de l'article L. 2312-1 du CGCT sont applicables à la Communauté de communes.
Ainsi, l'article L. 2312-1 du CGCT dispose :
*«(…) Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget,* ***un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette****. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8.* ***Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique*** *(…). »*
Ces dispositions ont été introduites par la loi NOTRe du 7 août 2015, article 107 (Nouvelle Organisation Territoriale de la République).

**Rapport d'Orientations Budgétaires (R.O.B.)**

Préalablement au vote du budget primitif, le Débat d'Orientations Budgétaires (D.O.B.) réalisé sur la base d'un R.O.B., permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer les élus sur sa situation économique et financière. Il représente une étape obligatoire et essentielle de la procédure budgétaire, puisqu'il doit permettre aux élus d'éclairer leurs choix lors du vote du budget primitif.

En cas d'absence ou de manquement aux obligations de D.O.B., toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale. Selon la jurisprudence, la tenue du D.O.B. constitue une formalité substantielle.

Le D.O.B. a lieu dans les deux mois qui précèdent le vote du budget : il ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Un rapport explicatif de synthèse doit être communiqué aux membres de l'assemblée délibérante et doit comprendre des informations sur l'analyse prospective, sur les principaux investissements projetés, sur le niveau et l'évolution de l'endettement et sur l'évolution envisagée des taux d'imposition.

La loi NOTRe du 7 août 2015, prévoit en son article 107 *« amélioration de la transparence financière »* que :

- le D.O.B. des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres
- lorsqu'un site internet existe, le rapport doit être mis en ligne
- pour les EPCI de plus de 10 000 habitants et comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il doit notamment préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

**Planning prévisionnel**

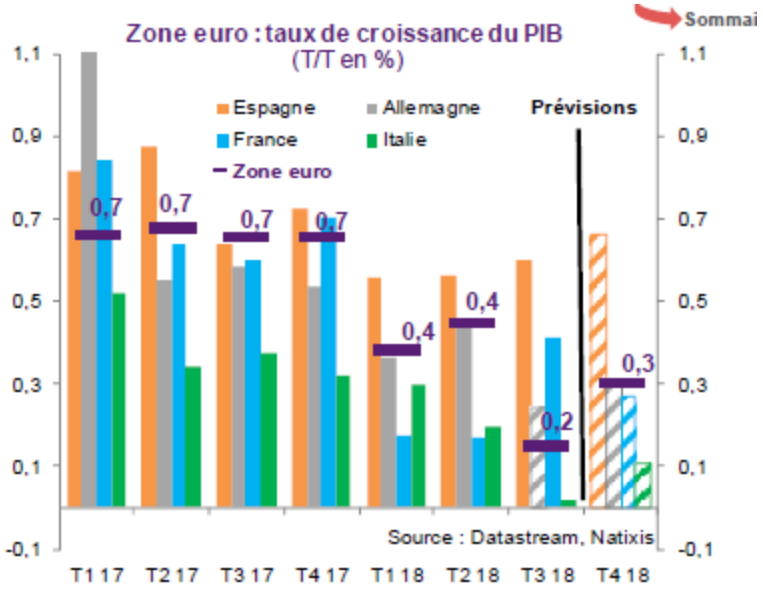
- Conseil communautaire du 26 mars 2019 **:** Débat d'Orientations Budgétaires
- Réunions des Bureaux communautaires et de la Commission finances afin de préciser la stratégie budgétaire 2019
- Conseil communautaire du 8 avril 2019 : vote du budget et des produits fiscaux attendus.

## ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE

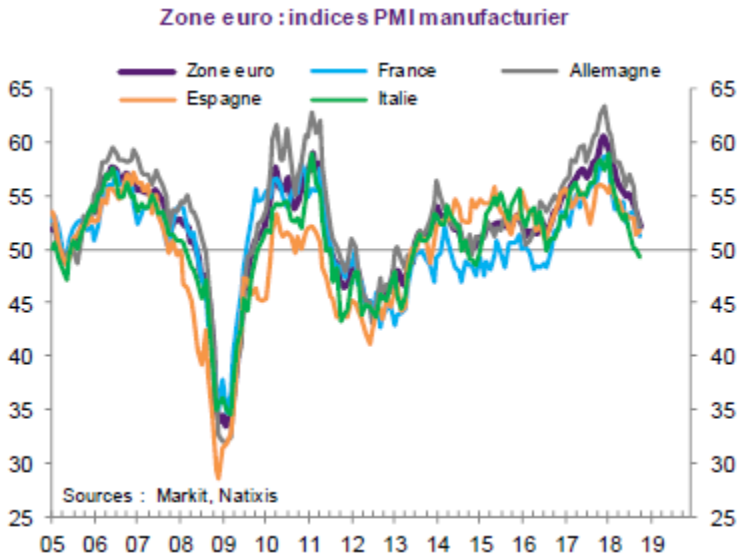
A) Le contexte économique Européen

***Zone Euro : La reprise se consolide …….***

Après une nette embellie en 2017 avec un taux de croissance trimestriel stable à 0,7% T/T, la croissance de la Zone Euro s'est considérablement affaiblie en 2018. Suite à deux premiers trimestres de ralentissement (0,4T/T), la croissance a davantage chuté au T3 atteignant tout juste 0,2T/T . Parmi les quatre grands pays de la zone euro , l'Espagne (0,6%T/T) demeure en tête. Elle a été rejointe au T3 par la France (0,4%T/T). En revanche, la croissance a calé en Italie tandis qu'elle a vraisemblablement connu un ralentissement en Allemagne.

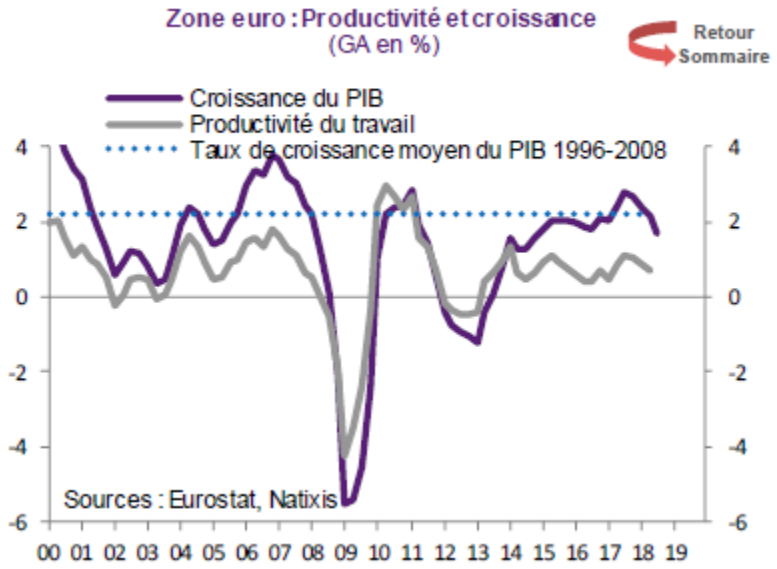


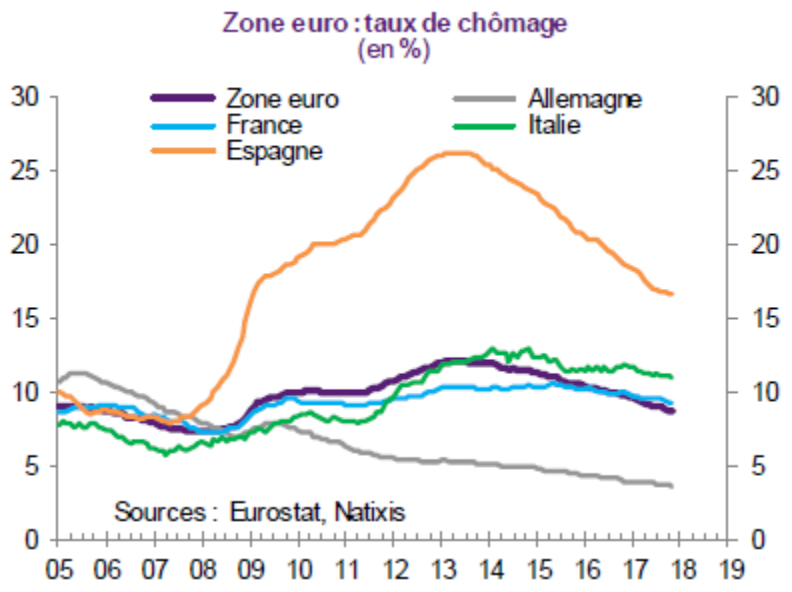

Depuis le début de l'année 2018, les indicateurs avancés se sont retournés. Demeurant dans la zone d'expansion, ils annonçaient un ralentissement progressif de l'activité, pointant notamment le recul des nouvelles commandes à l'export. La croissance semble donc progressivement fragilisée par une plus faible contribution des échanges commerciaux, sous l'effet d'un affaiblissement du commerce mondial. L'environnement international se révèle moins porteur notamment en raison de la remontée des prix du pétrole, des tensions commerciales et géopolitiques entre la Chine et les Etats-Unis, des difficultés des pays émergents. C'est également le cas au sein même de l'Europe en raison du Brexit et du récent rejet du budget italien en octobre dernier, finalement adopté le 30 décembre 2018, en 3ème lecture.




***Zone Euro 2018 :*** la dynamique ralentit*…….*

Alors qu'en 2017 la zone euro profitait simultanément de l'accélération du commerce mondial, de la faiblesse de l'inflation et d'une politique monétaire accommodante facilitant l'accès au crédit, elle bénéficie aujourd'hui de moins de soutien. Si la politique monétaire est toujours accommodante, les achats nets mensuels d'actifs par la BCE ont été réduits de moitié à 15 md € depuis octobre tandis que les autres facteurs de soutien s'estompent également. Depuis le début de l'année, l'inflation a fortement accéléré. Elle atteint désormais 2,2% en octobre contre 1, 3% en janvier. Elle vient peser sur le pouvoir d'achat des ménages et, *in fine,* sur la croissance.






Ce ralentissement explique également le recul moins dynamique du taux de chômage, qui tend à rejoindre son niveau structurel.

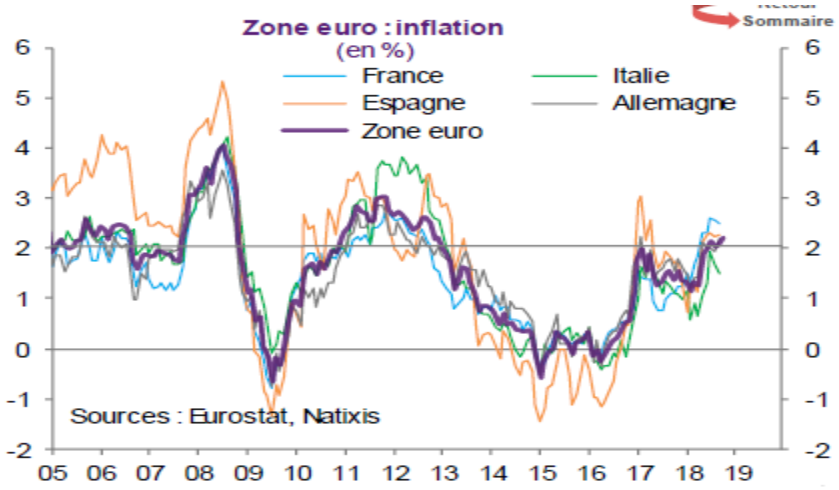
**Actualisation :**

*Finalement en 2018, la croissance économique a nettement ralenti dans un climat plein d'incertitudes alimentées par les menaces protectionnistes américaines et le risque d'un divorce brutal entre l'Union Européenne et le Royaume Uni.*

*Elle ressort en 2018 à 1.20% contre 2.40 % en 2017. La B.C.E a revu le 17 mars 2019 ses prévisions à la baisse pour l'année 2019. Elle parle maintenant de 1.10% au lieu de 1.70%.*

***Zone Euro : vers une normalisation très graduelle de la politique monétaire***

Après avoir été négative début 2016, l'inflation (IPCH) redevenue positive mi-2016, est demeurée très faible, n'atteignant en moyenne que 0,2% en 2016 en dépit de la baisse des taux directeurs de la BCE et de l'extension de son programme d'assouplissement quantitatif (QE). Portée par la remontée progressive du prix du pétrole, l'inflation a repris sa hausse atteignant +1,5% en moyenne en 2017. Elle a depuis dépassé l'objectif d'inflation de 2% de la BCE en juin 2018 et s'élevait à 2,2% en octobre. En moyenne, elle devrait atteindre 1,8% en 2018 et en 2019. Néanmoins, de 2017 à 2018, l'inflation sous-jacente a peu progressé, restant proche de 1,1%. Récemment elle est même repartie à la baisse au T3, glissant de 1,3 à 1,1%. Consciente de l'accumulation d'incertitudes, la BCE pourrait donc retarder son calendrier de normalisation de la politique monétaire.




Jusqu'ici, elle a maintenu ses taux directeurs inchangés et réitéré son intention de resserrer sa politique monétaire accommodante fin 2018 via l'arrêt fin décembre des achats nets d'actifs, dans le cadre du programme d'achats d'actifs(APP).

**Actualisation**

*Les gouverneurs de la BCE lors du comité du 13 décembre 2018 ont maintenu les taux directeurs à leur niveau actuel, et précisé qu'aucune augmentation n'étant anticipé avant l'été 2019, devenu 2020 par déclaration de Mario DRAGHI.*

*La projection d'inflation a été revu à la baisse pour 2019 (1.60 % devient 1.20 %), 2020 (1.70% devient 1.50%), 2021 (1.80% devient 1.60%).*

**Prévisions de la BCE**

| En % | | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|
| **Inflation IPCH** | **Sept** | **1,7** | **1,7** | **1,7** |
| | Juin | 1,7 | 1,7 | 1,7 |
| **Inflation sous-jacente** | **Sept** | **1,1** | **1,5** | **1,8** |
| | Juin | 1,1 | 1,6 | 1,9 |
| **Croissance du PIB (vol.)** | **Sept** | **2,0** | **1,8** | **1,7** |
| | Juin | 2,1 | 1,9 | 1,7 |

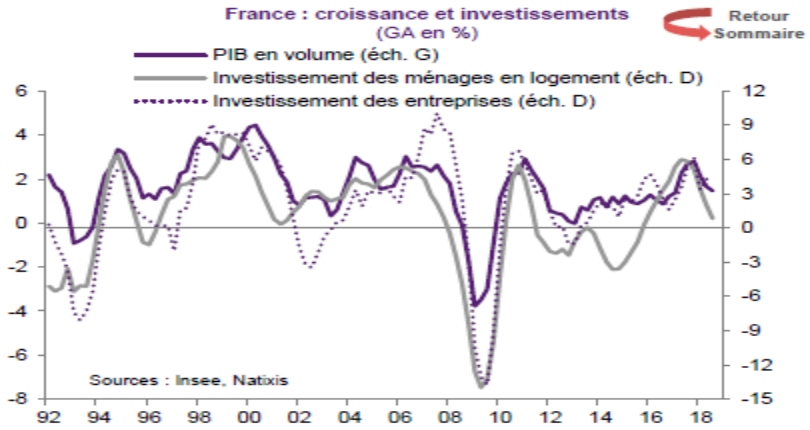
Sources : Eurostat, Natixis

**IPCH : Indice des prix à la consommation harmonisé*

B) Le contexte économique Français

***France : la croissance s'affaiblit***

Après un rythme de croissance particulièrement dynamique en 2017, la croissance française a fortement ralenti au premier semestre 2018, atteignant tout juste +0,2%T/T par trimestre. Le troisième trimestre a cependant été marqué par un léger rebond (+0,4%T/T), laissant présager 1,6% de croissance en moyenne en 2018, soit un niveau encore supérieur à la croissance potentielle.



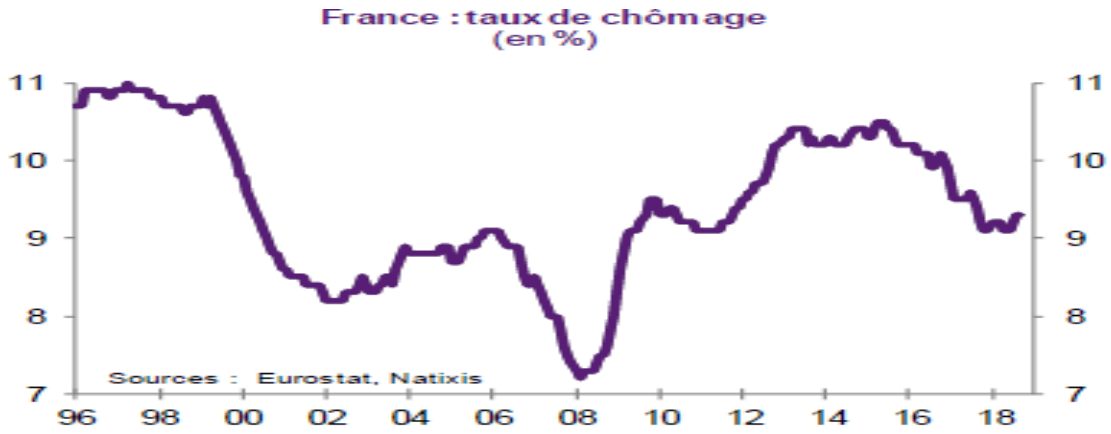

**Actualisation**

*Finalement la croissance française ressort à 1.50 %, contre 2.30 % en 2017.*

*L'OCDE annonce un plafond à 1.30 pour l'année 2019, qui devra mener le gouvernement à revoir sa prévision de 1.70%.*

La baisse du chômage constitue toujours un véritable enjeu, car elle conditionne la prudence des ménages notamment en matière d'épargne. Selon Eurostat, après avoir atteint un pic mi-2015 à 10,6%, le taux de chômage a progressivement diminué pour rejoindre fin 2017 9,1%, son niveau structurel selon les estimations de la Commission européenne.

Depuis 2018, la tendance à la baisse semble être enrayée, pénalisée par le ralentissement de la croissance et la réduction des emplois aidés. Au T3, le chômage est reparti à la hausse et s'élève à 9,3% depuis le mois d'août.

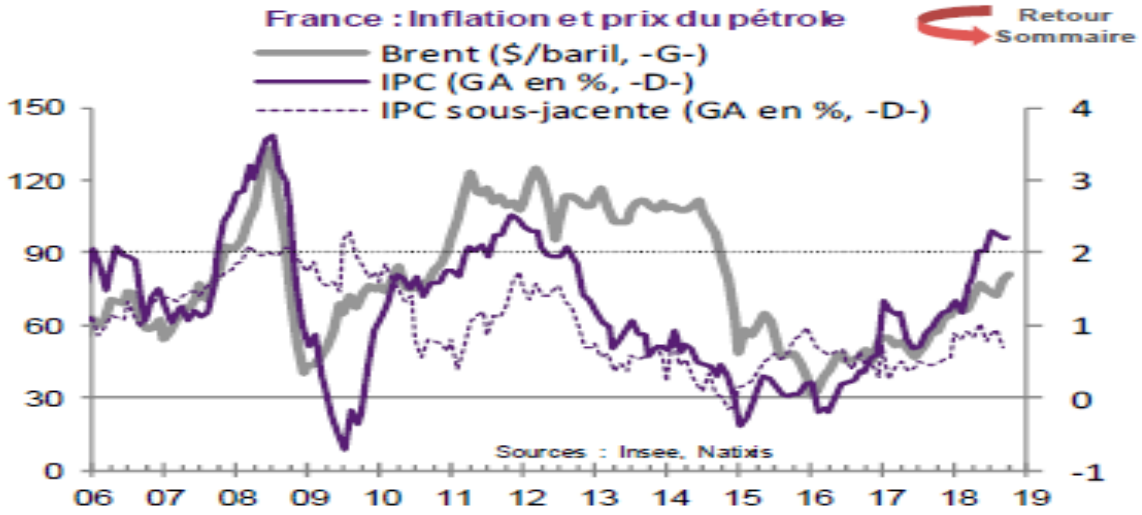



**Actualisation**

*Au quatrième trimestre 2018, la France s'est allégée de 38 200 demandeurs d'emploi de catégorie A, d'après un rapport de la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (Dares) publié ce 25 janvier. Soit une baisse de 1,1% par rapport au troisième trimestre et même d'1,5% en comparaison avec la même période l'année dernière. On constate aussi une nette baisse chez les personnes exerçant une activité réduite courte (catégorie B, -2,8%). En revanche, les chiffres repartent à la hausse pour l'activité réduite longue (catégorie C, +1,1%). En cumulant les catégories A, B et C, le nombre de chômeurs est en baisse de 0,8% sur trois mois et de 0,3% sur un an.*

***France : une inflation plus forte que l'euro…..***

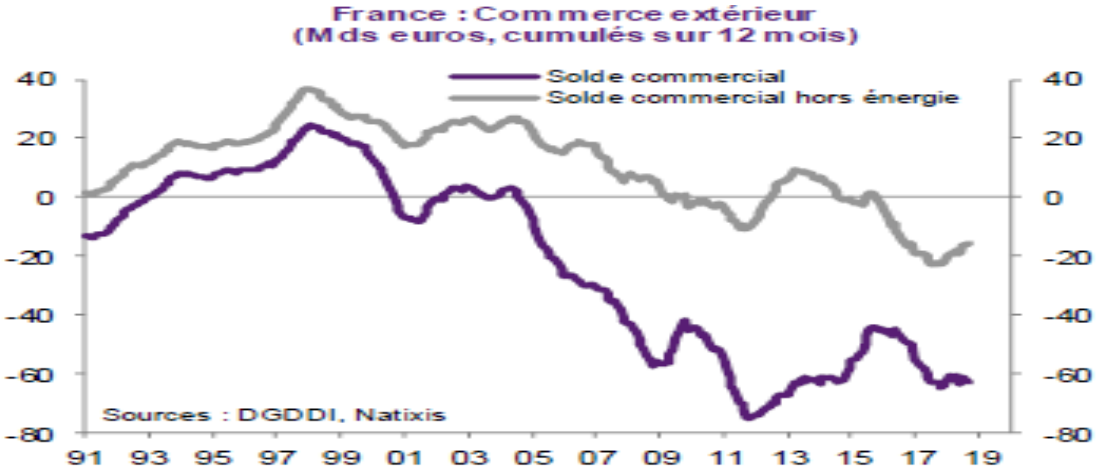
Boostée par la remontée des prix du pétrole et le relèvement des taxes sur le tabac et l'énergie (notamment sur le gaz et l'électricité), l'inflation a continué à croître renouant avec des niveaux relativement élevés, atteignant un pic à 2,3% en juillet. Après 1% en moyenne en 2017, elle devrait ainsi atteindre 1,9% en 2018. Suite au relèvement des taxes sur l'énergie et le tabac, l'inflation IPCH en France est depuis janvier supérieure à celle de la zone euro. Cette situation inhabituelle devrait perdurer jusqu'en février 2019.
La remontée de l'inflation pèse naturellement sur le pouvoir d'achat des ménages qui a reculé de 0,5% au T1. Au T2, l'impact de l'inflation a été amorti par la politique fiscale. Les importantes baisses d'impôts sur le revenu et le patrimoine (remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune par l'impôt sur la fortune immobilière) ont conduit à une nette progression du revenu disponible brut (1,1% après 0,1% au T1). En conséquence, le pouvoir d'achat des ménages a rebondi à +0,6%, profitant à l'épargne (14,3%) au détriment de la consommation (-0,1%).




**Actualisation**

*L'inflation 2018 s'établit à 1.80 %. Celle de 2019 est retenu à 1.40 % dans la loi de Finances*

Malgré le ralentissement du commerce international, le solde commercial français s'est redressé au T3. Les exportations devraient accélérer au T4 en raison des livraisons aéronautiques et navales attendues.

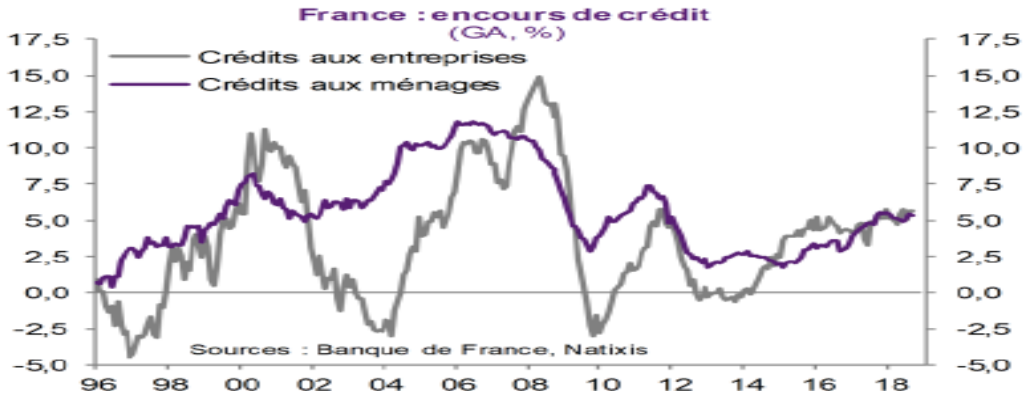



**Actualisation**

*Malgré une accélération du T4, cela n'a pas été suffisant pour éviter une nouvelle aggravation des chiffres sur l'ensemble de l'année. Le déficit commercial français s'est creusé de 2,1 md € en 2018 pour atteindre 59,9 md€.*

***France : Maintien de bonnes conditions de crédits***

Les conditions d'octroi de crédit demeurent accommodantes tant pour les entreprises que pour les ménages. Ces derniers bénéficient de taux d'intérêt des crédits au logement qui sont repartis à la baisse depuis février, atteignant 1,53% en octobre, à peine plus élevés que le minimum de 1,5% observé en décembre 2016.
Bénéficiant toujours de conditions de financement favorables (faiblesse des taux d'intérêt, réduction d'impôt du régime Pinel, prêts à taux zéro), la demande de crédit des ménages pour l'habitat décélère depuis le début de l'année en lien avec la hausse des prix dans l'immobilier. Au T3, l'ensemble des crédits aux ménages est reparti à la hausse, en lien avec l'importance des achats de voitures neuves.

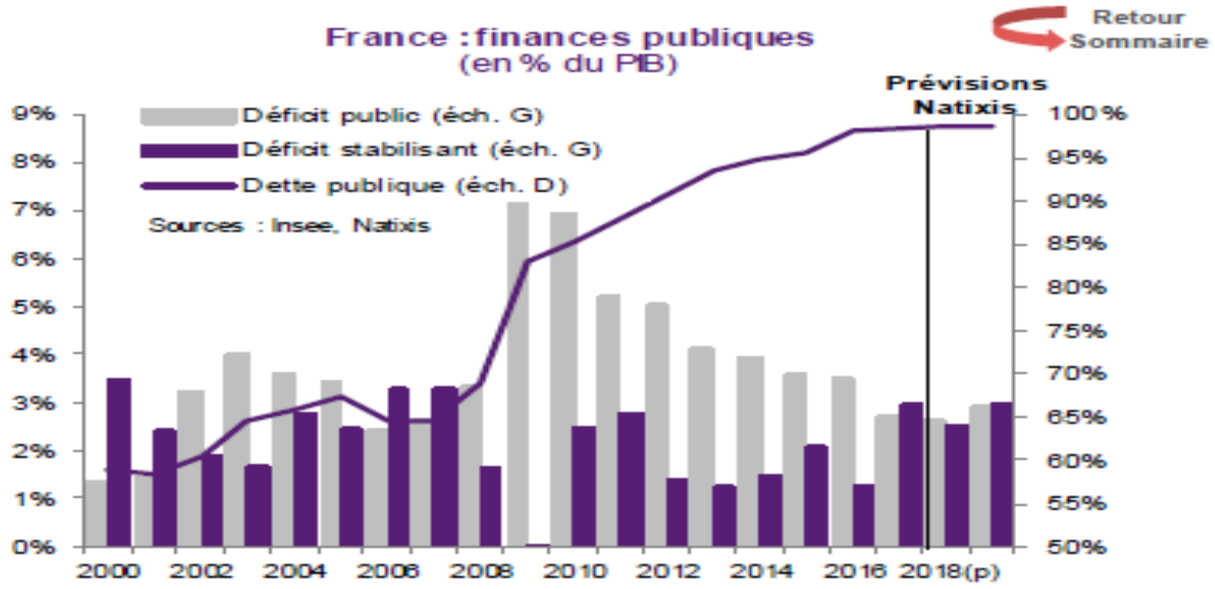



**Actualisation**

*Pour l'année 2019, de bonnes conditions de crédits devraient se poursuivre.*

***France : un retard de la consolidation……***

Depuis juin, la France est officiellement sortie de la procédure européenne de déficit excessif ouverte à son encontre depuis 2009, en affichant en 2017 un déficit inférieur au solde de 3% et en s'engageant à s'y maintenir à l'avenir.
Depuis, les changements méthodologiques appliqués par l'INSEE, notamment la décision de requalifier SNCF Réseau en administration publique depuis 2016, ont légèrement détérioré le déficit public (passé de 2,6% à 2,7%) mais considérablement alourdi la dette publique, qui a atteint le niveau record de 98,5% en 2017. Celle-ci devrait évoluer légèrement à la hausse et demeurer quasiment stable jusqu'en 2020. Aucune baisse significative n'est désormais attendue avant 2021.




**Actualisation**

*La Commission Européenne ne voit pas de quelle manière et dans quels délais le programme de reprise contribuera à l'objectif de réduction des dépenses publiques, d'ici 2022.*

Néanmoins, dans le projet de loi de finances 2019, le gouvernement a réaffirmé son triple objectif d'assainissement des finances publiques d'ici 2022 : réduction de 2 points de PIB du déficit public, de 3 points des dépenses publiques et de 5 points de PIB de la dette.

**Principaux agrégats de finances publiques, prévisions du gouvernement (PLF 2019)**

| % du PIB | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|
| Capacité de financement des administrations publiques | -3,5 | -2,7 | -2,6 | -2,8 |
| Soldes structurel des administrations publiques | -2,5 | -2,3 | -2,2 | -2,0 |
| Etat | -3,4 | -2,8 | -3,1 | -3,6 |
| Organismes d'administration centrale | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Collectivités locales | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| Administrations de sécurité sociale | -0,1 | 0,3 | 0,6 | 0,8 |
| Dette des administrations publiques | 98,2 | 98,5 | 98,7 | 98,6 |
| Taux de Prélèvements obligatoires | 44,6 | 45,3 | 45,0 | 44,2 |
| Taux de dépenses publiques (hors crédits d'impôts) | 55,0 | 55,1 | 54,6 | 54,0 |

Le solde des administrations publiques peut différer de la somme des soldes des sous-secteurs du fait des arrondis (au plus 0,1 point)

Sources : PLF 2019, Natixis.

# LA LOI DE FINANCES 2019

Le budget de l'Etat est composé :

- du budget général qui retrace toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Etat à l'exception des recettes affectées par la loi de finances à certaines dépenses ;

- des comptes spéciaux qui retracent des dépenses et des recettes de l'Etat entre lesquelles on veut établir un lien (comptes d'affectation spéciale, de concours financiers, de commerce, d'opérations monétaires) ;

- des budgets annexes qui retracent les dépenses et les recettes d'un service de l'Etat dont l'activité tend, essentiellement, à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu à paiement (contrôle et exploitation aériens, publications officielles et information administrative).

*Une loi de finances rectificatives devra intervenir avant l'été 2019, pour permettre de financer les mesures déjà annoncées par le gouvernement et celles à venir pour équilibrer le budget 2019 de l'Etat.*

## A) Recettes du budget général :

En 2019, les recettes fiscales nettes s'établiraient à 278,9 Md€, en baisse de 14 Md€ par rapport à la prévision révisée pour 2018 :

- la prévision d'impôt sur le revenu ressort en baisse de 2,6 Md€ sous l'effet du décalage d'un mois des recettes du prélèvement à la source qui sera mis en œuvre à compter du 1er janvier 2019, qui fait plus que compenser l'évolution spontanée de l'impôt sur le revenu ;

- la prévision d'impôt sur les sociétés ressort en hausse de 5,8 Md€ sous l'effet : d'une part, de la transformation du CICE en allègement pérenne de cotisations qui génère des effets retour sur l'impôt sur les sociétés de 3,7 Md€ et, d'autre part, de la mesure de renforcement temporaire du 5ème acompte versé le 15 décembre par les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 M€, pour un rendement supplémentaire estimé à 1,5 Md€ ;

- la prévision de taxe intérieure de consommation ressort en hausse de 3,7 Md€ sous l'effet : d'une part, de la poursuite de la hausse de la fiscalité énergétique qui génèrerait 2,9 Md€ de recettes supplémentaires et, d'autre part, de la mesure de suppression du taux réduit de TICPE pour certains usagers du gazole, pour un rendement supplémentaire estimé à 1,0 Md€ ;

| *en Md€* | Exécution 2017 | LFI 2018 | Révisé 2018 | Écarts LFI | PLF 2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes fiscales nettes** | **295,6** | **286,6** | **292,9** | **6,3** | **278,9** |
| Impôt net sur le revenu | 73,0 | 72,5 | 73,1 | 0,6 | 70,5 |
| Impôt net sur les sociétés | 35,7 | 25,9 | 25,7 | -0,2 | 31,5 |
| Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques | 11,1 | 13,6 | 13,3 | -0,3 | 17,0 |
| Taxe sur la valeur ajoutée nette | 152,4 | 154,6 | 157,0 | 2,4 | 130,3 |
| Autres recettes fiscales nettes | 23,4 | 20,1 | 23,8 | 3,7 | 29,6 |
| **Recettes non fiscales** | **13,8** | **13,2** | **13,4** | **0,1** | **12,5** |
| **Recettes de l'État** | **309,5** | **299,8** | **306,3** | **6,4** | **291,4** |

### B) Dépenses du budget général :

La cible de dépenses sur le périmètre de la norme de dépenses pilotables s'établit pour 2019 à 259,5 Md€, contre 257,9 Md€ en 2018, soit une hausse de 2,4 Md€ par rapport à la loi de finances initiale pour 2018.

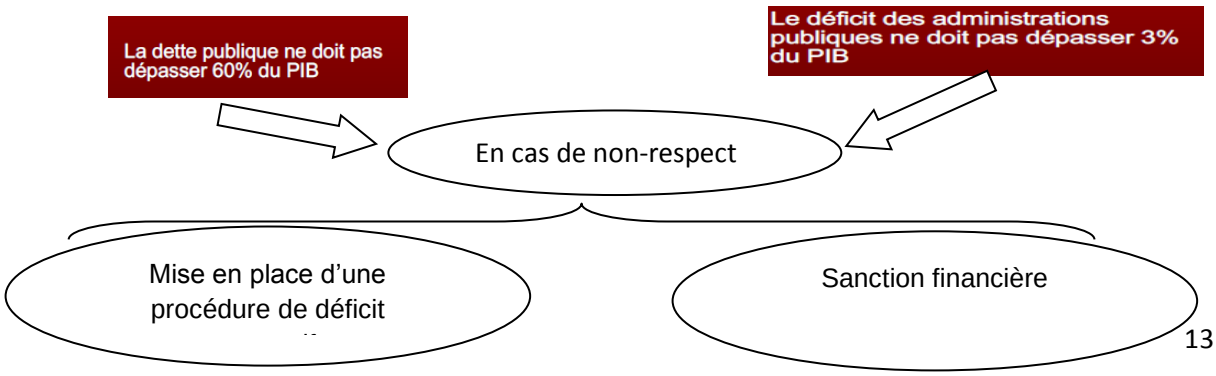
Les **dépenses entrant dans le champ de la norme de dépenses pilotables de l'État**, (nouvelle norme mise en place dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 pour plus de transparence et de cohérence), progressaient en LFI pour 2018 de 5,1 Md€, notamment en raison de la remise à niveau des dépenses obligatoires du budget (plus de 4 Md€ d'amélioration de la sincérité), après une hausse marquée de plus de 10,4 Md€ sur le même périmètre dans le cadre de la LFI pour 2017, dernier budget de la mandature précédente.

En 2019, les dépenses de l'Etat ne progresseront plus, à champ constant, que de 2,2 Md€ par rapport à la LFI pour 2018, ce qui représente une évolution en volume de - 0,5 %, conforme à l'objectif de la LPFP. En valeur, soit non corrigées de l'inflation, les dépenses pilotables de l'Etat progressent de 0,8 %, soit un taux d'effort plus important que celui demandé aux principales collectivités territoriales sur leurs dépenses de fonctionnement (+ 1,2 %) ainsi qu'à la sécurité sociale sur les dépenses d'assurance maladie (+ 2,5 % pour l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie ).

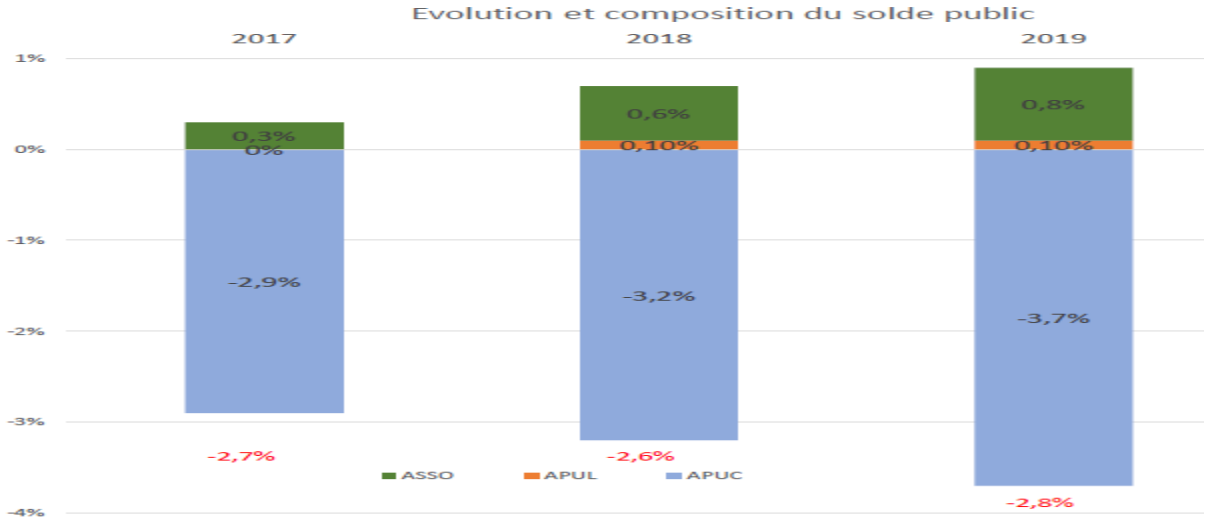
| | LFI 2018 constant | LPFP 2019 constant | PLF 2019 Constant | Mesures de périmètre | Mesures de transfert | PLF 2019 Courant | Ecart à la LPFP | Ecart à la LFI |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Crédits budgétaires (1) | 241,3 | 242,6 | 243,3 | -1,2 | 0,3 | 242,4 | +0,6 | +1,9 |
| Taxes et recettes affectées (2) | 9,1 | 8,9 | 9,4 | 0,5 | -0,3 | 9,5 | +0,5 | +0,3 |
| Budgets annexes et comptes spéciaux (3) | 13,3 | 13,8 | 13,2 | - | -0,0 | 13,2 | -0,6 | -0,1 |
| Retraitement des flux internes au budget de l'État (4) | -5,8 | -5,9 | -5,8 | -0,0 | - | -5,8 | +0,1 | +0,0 |
| Norme de dépenses pilotables (I = 1+2+3+4) | 257,9 | 259,5 | 260,1 | -0,7 | 0,0 | 259,3 | +0,6 | +2,2 |
| Transferts aux collectivités territoriales (5) | 47,0 | 47,1 | 47,3 | -0,0 | - | 47,3 | +0,2 | +0,3 |
| Dépenses du CAS Pensions (hors P743) (6) | 56,5 | 57,8 | 57,3 | - | - | 57,3 | -0,5 | +0,7 |
| Autres dépenses de comptes d'affectation spéciale (7) | 1,8 | 2,0 | 2,0 | - | - | 2,0 | +0,0 | +0,2 |
| Prélèvement sur recettes au profit de l'UE (8) | 19,9 | 23,3 | 21,5 | - | - | 21,5 | -1,8 | +1,6 |
| Charge de la dette (9) | 41,2 | 41,9 | 42,1 | - | - | 42,1 | +0,1 | +0,9 |
| Investissements d'avenir (10) | 1,1 | 1,0 | 1,0 | - | - | 1,0 | - | -0,0 |
| Dépenses totales de l'Etat (II = I+5+6+7+8+9+10) | 425,4 | 432,6 | 431,3 | -0,7 | 0,0 | 430,5 | -1,4 | +5,8 |

**Application de la charte de budgétisation de la loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022 au projet de loi de finances pour 2018 :**

## Rappel des engagements européens en matière de déficit:



La loi de programmation des finances publiques (LPFP), pour les années 2018 à 2022, définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire, qui vise la sortie au plus vite de la procédure européenne de déficits excessifs, fixe trois principaux objectifs macro-économiques à l'horizon 2022 :




| | Niveaux 2017 | | Évolution | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Md€ | % | 2017 | 2018 | 2019 |
| **Total dépenses** | **255,4** | **100 %** | **2,5 %** | **2,3 %** | **2,3 %** |
| Dépenses hors investissement* | 201,9 | 79 % | 1,6 % | 0,9 % | 1,2 % |
| *dont consommations intermédiaires hors SIFIM* | *48,1* | *19 %* | *1,8 %* | *0,8 %* | *1,4 %* |
| *dont rémunérations des salariés* | *81,5* | *32 %* | *2,3 %* | *0,9 %* | *1,1 %* |
| *dont prestations sociales et transferts sociaux* | *26,2* | *10 %* | *0,6 %* | *2,8 %* | *1,7 %* |
| Investissement* | 53,5 | 21 % | 6,0 % | 7,4 % | 6,3 % |
| *dont formation brute de capital fixe (FBCF) hors Société du Grand Paris* | *42,3* | *17 %* | *5,8 %* | *5,8 %* | *4,9 %* |

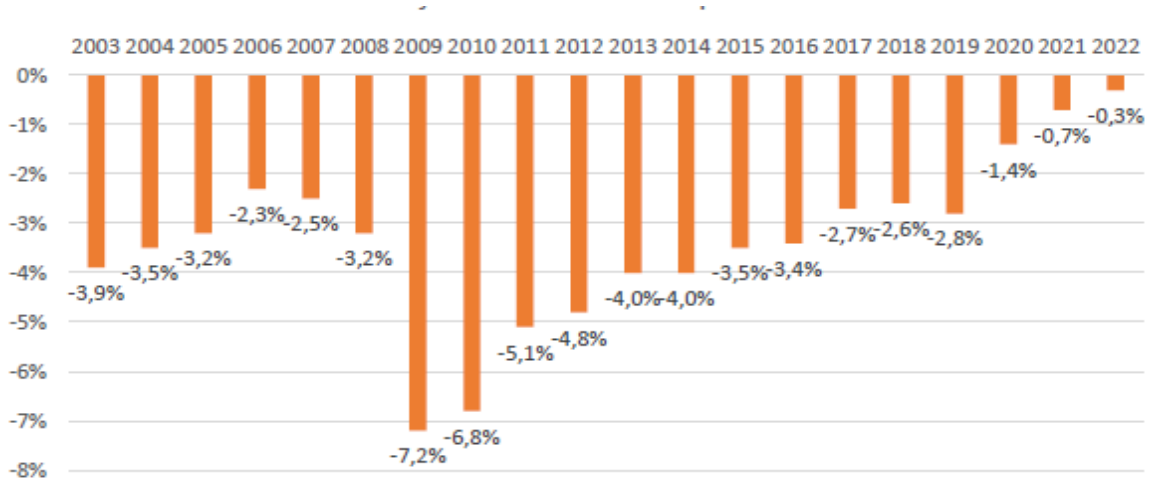
** Investissement au sens de la formation brute de capital et des transferts en capital (= subventions d'équipement).*

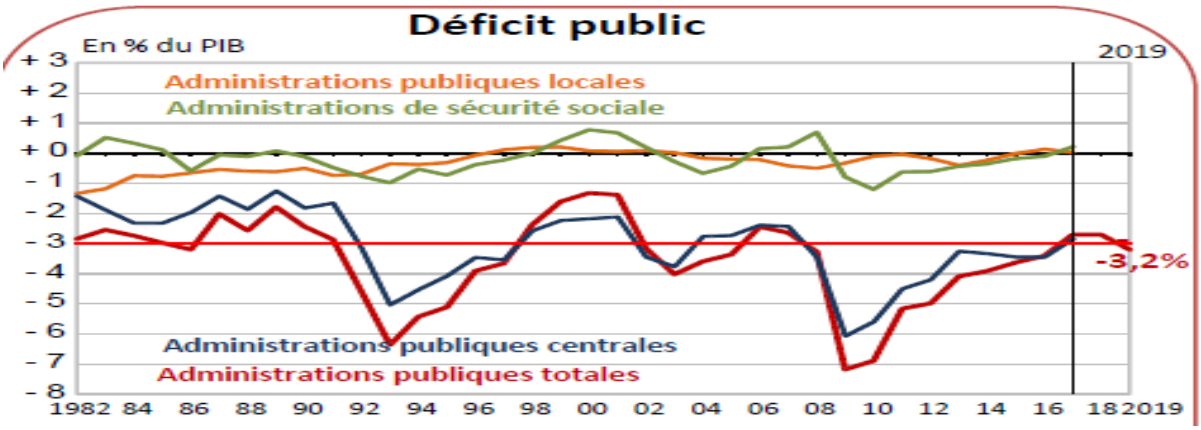
### C) Solde budgétaire de l'Etat :

**En 2018, le solde budgétaire devrait s'améliorer de 4,4 Md€ par rapport à la prévision initiale**. Cette nette amélioration résulte pour l'essentiel de la reprise en base en 2018 de l'accélération des recettes fiscales constatée à la fin de l'exercice 2017, qui avait conduit à une plus-value de 4,3 Md € par rapport au niveau de la loi de finances rectificative. Par ailleurs, le retard constaté à la fin de l'année 2017 dans la comptabilisation de recettes de droits d'enregistrement, qui a affecté négativement le déficit budgétaire de l'Etat en 2017 pour un montant d'environ 1,5 Md €, conduit mécaniquement en 2018 à une amélioration de l'ordre de 3 Md € par rapport à la prévision initiale (1,5 Md € au titre du rattrapage des encaissements de 2017 et 1,5 Md € au titre de la reprise en base de cette plus-value en 2018). A noter que l'effet de ce 1,5 Md€ de décalage est neutralisé en comptabilité nationale et en comptabilité générale.

| *en Md€* | Exécution 2017 | LFI 2018 | Révisé 2018 | Écarts LFI | PLF 2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses BG + PSR** | **382,8** | **386,5** | **386,8** | **0,3** | **390,8** |
| **Dépenses du budget général** | **322,6** | **326,3** | **325,9** | **-0,4** | **328,8** |
| **Prélèvements sur recettes** | **60,2** | **60,3** | **60,9** | **0,6** | **62,0** |
| *Prélèvements au profit des collectivités territoriales* | *43,8* | *40,3* | *40,3* | *0,0* | *40,5* |
| *Prélèvement au profit de l'Union européenne* | *16,4* | *19,9* | *20,6* | *0,6* | *21,5* |
| **Recettes fiscales nettes** | **295,6** | **286,6** | **292,9** | **6,3** | **278,9** |
| **Recettes non fiscales** | **13,8** | **13,2** | **13,4** | **0,1** | **12,5** |
| **Solde des comptes spéciaux - hors FMI** | **5,5** | **1,0** | **-0,8** | **-1,8** | **0,6** |
| **Solde État - hors FMI** | **-67,7** | **-85,7** | **-81,3** | **4,4** | **-98,7** |

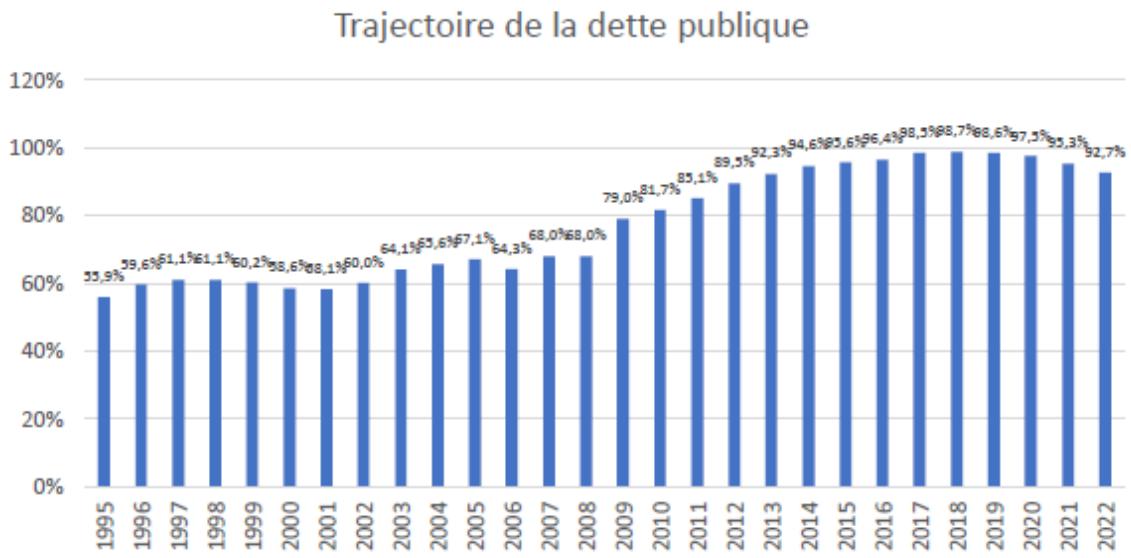
En 2019, le déficit budgétaire supportera l'essentiel de la baisse des prélèvements obligatoires réalisée au profit des ménages et des entreprises et s'établira à 98,70 Md €. L'Etat assumant la plus grande partie de l'impact des baisses de prélèvements obligatoires, son déficit est appelé à se dégrader en 2019, tandis que les soldes des administrations de sécurité sociale et des collectivités territoriales s'améliorent.

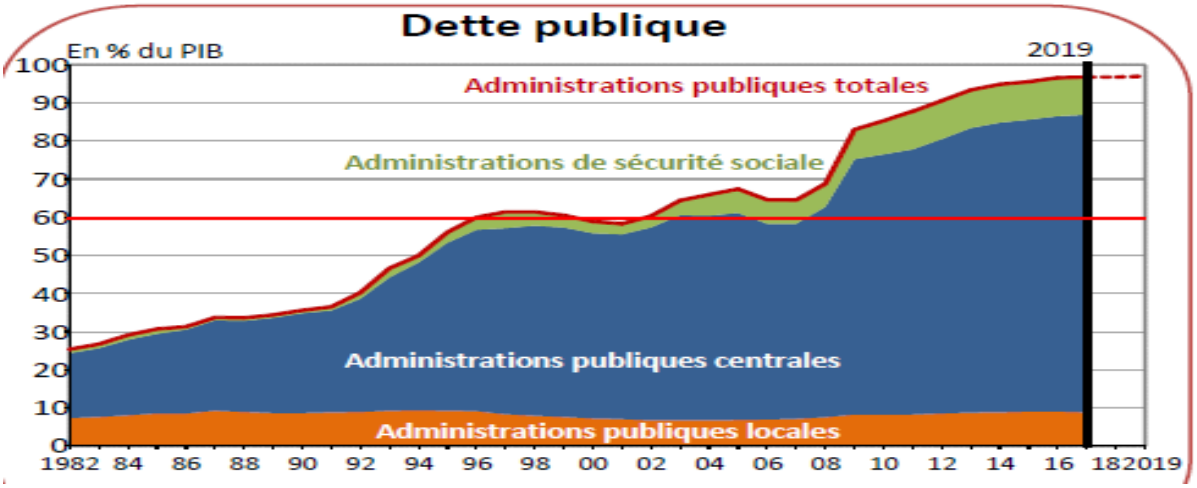





**D) <u>La Dette publique :</u>**

La dette continue sa progression en 2019 et est appelée à régresser à compter de 2020 sous l'effet du désendettement de la Sécurité sociale et des collectivités locales.

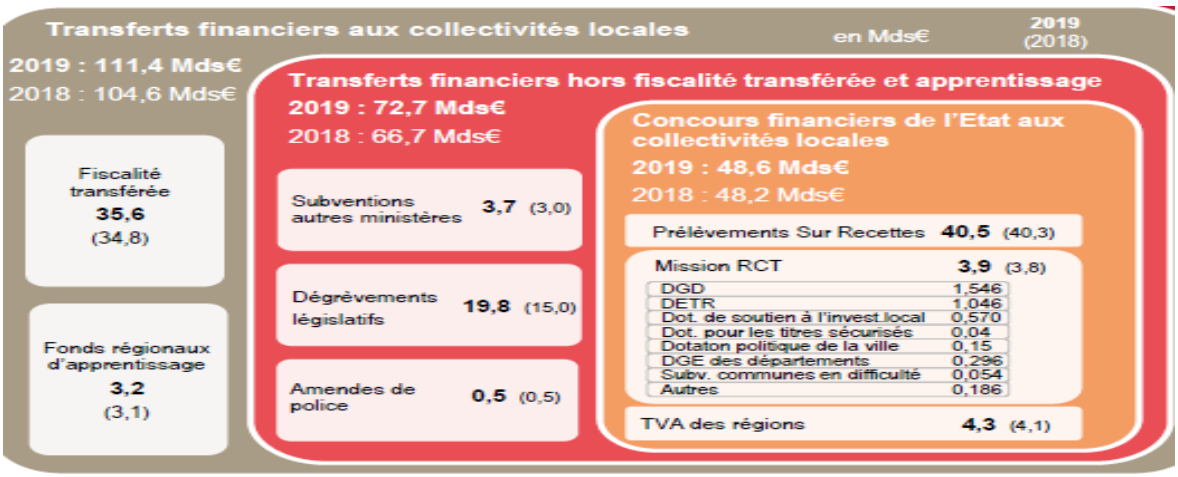


## SITUATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES LOCALES

### A) Les concours financiers de l'Etat :

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'Etat au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission « relations avec les collectivités territoriales » (RCT). La mission RCT se compose à environ 90% de quatre dotations : la dotation de décentralisation (DGD) qui compense les charges résultant de transferts de compétences, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et la dotation globale d'équipement (DGE) des départements. La TVA des régions est en légère augmentation de 5%.




Les concours financiers ont été plafonnés par la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques :

| CONCOURS FINANCIERS AUX COLLECTIVITES LOCALES | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| En Mds€ | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| TOTAL CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT | 48,11 | 48,09 | 48,43 | 48,49 | 48,49 |
| Dont FCTVA | 5,61 | 5,71 | 5,95 | 5,88 | 5,74 |
| Dont TVA affectée aux Régions | 4,22 | 4,23 | 4,36 | 4,50 | 4,66 |
| Dont autres concours | 38,37 | 38,14 | 38,12 | 38,12 | 38,12 |

La minoration des variables d'ajustement réduit donc, pour le PLF 2019, de 144 M€ d'euros les prélèvements sur les recettes de l'Etat, contre 293 M€ d'euros en 2018 et surtout 784 M€ en 2017.

| IMPACT SUR LES VARIABLES D'AJUSTEMENT | |
|---|---|
| En Mds€ | 2019 |
| Plafond à ne pas dépasser en 2019 (1) | 38,14 |
| - dont Crédits RCT : DSIL, DDR, DPV… (2) | 3,43 |
| - dont dotations non variables d'ajutement (dont DGF) (3) | 30,94 |
| Solde disponible pour les compensations dont variables d'ajustement (4) = () – (2) – (3) | 3,77 |

| | |
|---|---|
| Rappel solde disponible pour les comp. dont variables d'ajustement (4) | 3,77 |
| Rappel des dot. de compensation et variables d'ajustement 2018 (5) | 3,91 |
| Baisse des variables d'ajustement (6) = (4) – (5) | - 0,14 |

Impact sur les variables d'ajustement : 144M€

La loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2018-2022 impose aux collectivités territoriales de contribuer « à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées ». Des contrats seront conclus entre le Préfet et les 340 plus grandes collectivités et groupements dont les dépenses réelles de fonctionnement de budgets principaux dépassent 60 m€.

L'objectif par niveau de collectivités est ainsi décliné pour 2018 à 2022 :

| Objectif national d'évolution des dépenses de fonctionnement | Évolution annuelle moyenne 2018/2022 |
|---|---|
| Collectivités locales | + 1,2 % |
| Communes | + 1,1 % |
| Groupements à fiscalité propre | + 1,1 % |
| Départements | + 1,4 % |
| Régions | + 1,2 % |

**B) <u>La péréquation verticale</u>**

Réforme de la dotation d'intercommunalité

- Création d'une enveloppe unique (contre 5, pour 5 catégories d'EPCI auparavant)
- Introduction du critère du revenu par habitant
- Suppression du mécanisme de DGF bonifiée et plafonnement du CIF à 0,6
- Renforcement des garanties (entre 95 et 110% du montant réellement perçu en N-1, sauf pour les EPCI créés depuis janvier)
- Garantie spécifique si le CIF est supérieur à 0,40 pour les CA, CU et métropoles et à 0,50 pour les CC.
- Coefficient majorateur de 1.20 appliqué au CIF des métropoles.

Ces augmentations de DSU-DSR des communes et de dotations de péréquation des départements sont traditionnellement financées, pour moitié par diminution des variables d'ajustement et pour moitié au sein même de l'enveloppe de la DGF.

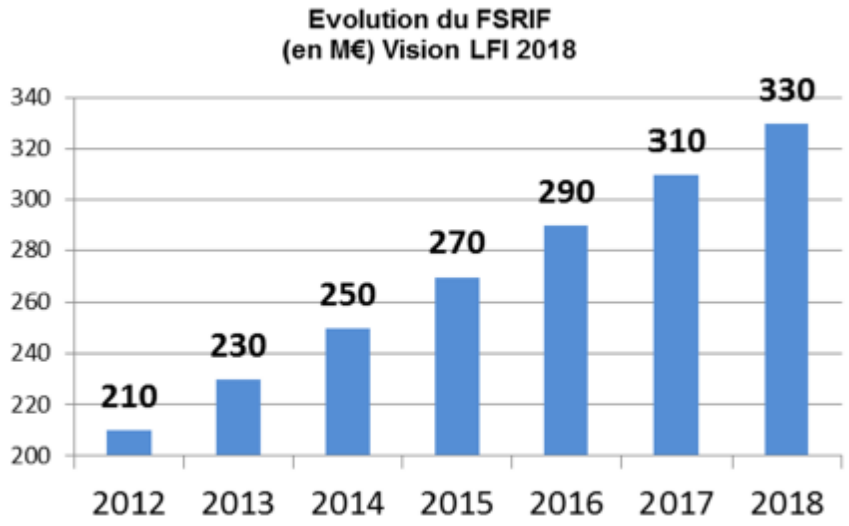
| | Montants 2019 | Hausse 2019 / 2018 |
|---|---|---|
| GROUPEMENTS | | |
| DGF / Dotation de Péréquation | 1 496 | _ |
| COMMUNES | | |
| Dotation nationale de péréquation | 794 | _ |
| Dotation de Solidarité Urbaine | 2 291 | + 90 |
| Dotation de Solidarité Rurale | 1 602 | + 90 |
| DÉPARTEMENTS | | |
| Dotations de Péréquation (DPU et DFM*) | 1 503 | +10 |
| FDPTP** | 333 | _ |
| TOTAL PÉRÉQUATION VERTICALE | 8 019 | + 190 |

## C) La péréquation horizontale

- **Répartition du FSRIF :**

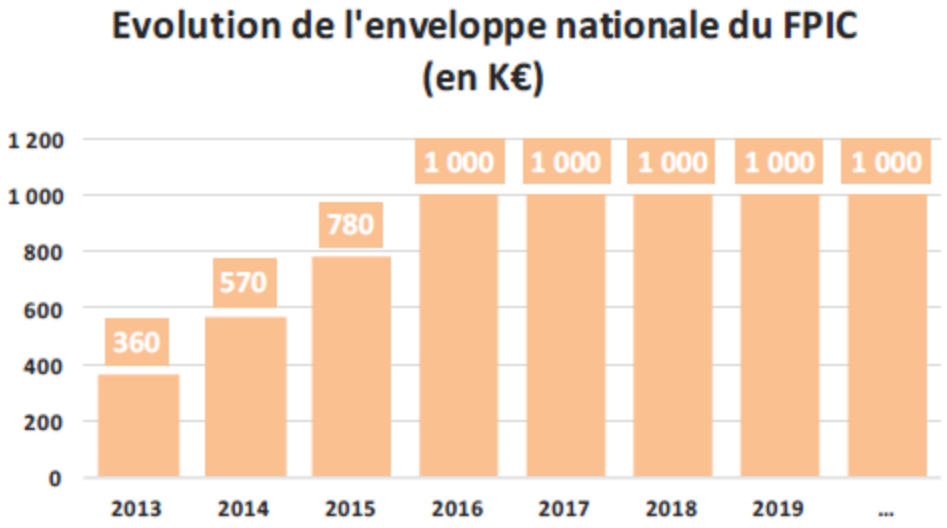
Le plafonnement passe de 13.5 % à 14 % (FPIC + FSRIF) des ressources fiscales agrégées. Une commune est contributrice si son potentiel financier par habitant est supérieur au potentiel financier moyen par habitant des communes de la région d'Ile-de-France. Une commune est bénéficiaire si :

- Sa population DGF est supérieure à 5 000 habitants,
- La valeur de son indice synthétique (IS) est supérieure à l'indice médian de l'ensemble des communes d'Ile-de-France.




- **Répartition du FPIC :**

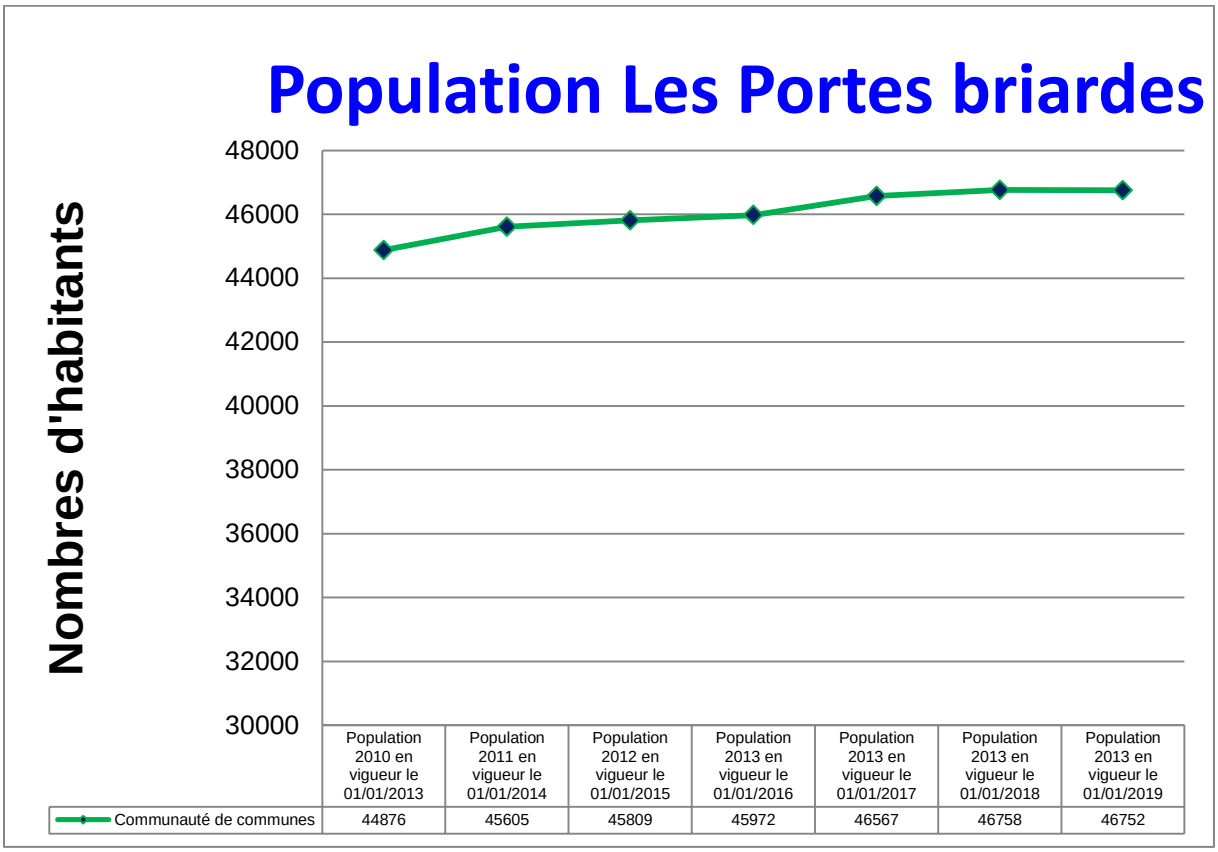
L'enveloppe de 2018 est gelée à 1Md€. Son mode de calcul reste inchangé. Sont contributeurs au FPIC les ensembles intercommunaux ou communes isolées, dont le PFIA/habitant est supérieur à 0.9 fois le PFIA/habitant moyen national.



# ANALYSE FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

## A - Préambule

A l'analyse des chiffres INSEE, la population du territoire des Portes briardes entre villes et forêts reste stable entre 2018 et 2019.
Ces données ont été synthétisées dans le graphique suivant.




| | Population 2010 en vigueur le 01/01/2013 | Population 2011 en vigueur le 01/01/2014 | Population 2012 en vigueur le 01/01/2015 | Population 2013 en vigueur le 01/01/2016 | Population 2013 en vigueur le 01/01/2017 | Population 2013 en vigueur le 01/01/2018 | Population 2013 en vigueur le 01/01/2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Communauté de communes | 44876 | 45605 | 45809 | 45972 | 46567 | 46758 | 46752 |

## B - La fiscalité intercommunale

La Communauté de communes, en décembre 2014, a opté pour le régime de fiscalité le plus intégré. Elle est désormais soumise au régime de la fiscalité professionnelle unique (délibération n°059 du 16 décembre 2014).
Aussi, les taux de fiscalité communaux et intercommunaux doivent pouvoir évoluer de manière coordonnée et conjointe.
La Communauté de communes, par son régime fiscal intégré, prélève une part de la fiscalité ménage et la fiscalité économique.

### B 1 - La fiscalité ménage

La Communauté de communes vote ses propres taux sur la taxe d'habitation et les taxes foncières. Sur les impôts ménages, les taux fixés par l'intercommunalité s'additionnent aux taux communaux.

EVOLUTION DES TAUX DE FISCALITE

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Estimation 2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taxe d'habitation | 0,916% | 1,150% | 1,150% | 1,150% | 1,150% |
| Taxe foncière Bâti | 0,868% | 1,090% | 1,090% | 1,090% | 1,090% |
| Taxe foncière Non Bâti | 2,650% | 3,310% | 3,310% | 3,310% | 3,310% |
| Cotisation foncières des entreprises | 21,53% | 22,95% | 24,26% | 25,57% | 25,57% |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères | 10,270% | 10,560% | 10,560% | 10,540% | 10,540% |

**Pour information :**

**TAUX 2017-DES EPCI VOISINS**

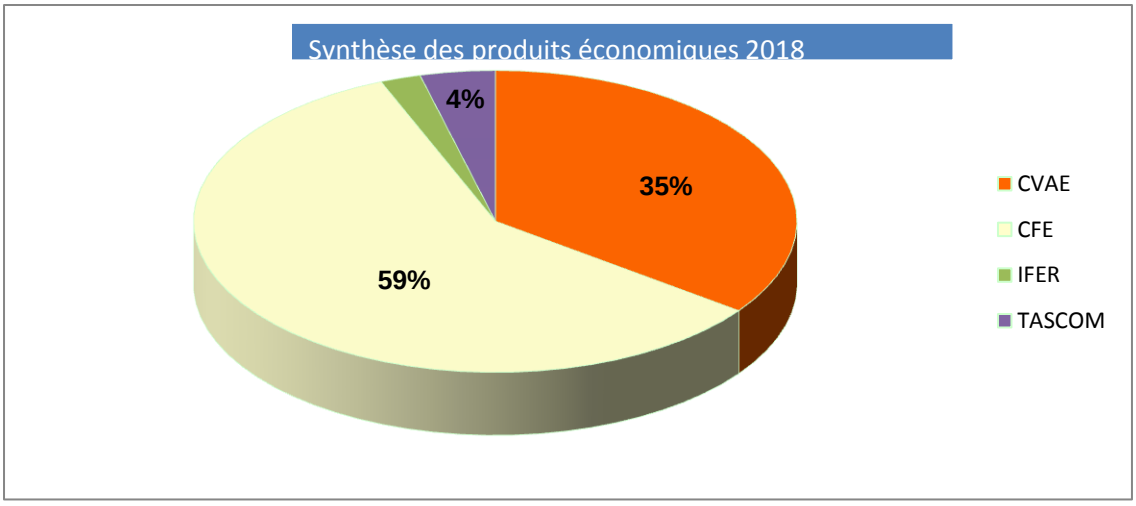
| | CC OREE DE LA BRIE | CC VAL BRIARD | CA PARIS VALLEE DE LA MARNE |
|---|---|---|---|
| Taxe d'habitation | 7,770% | 8,830% | 7,990% |
| Taxe foncière Bâti | 3,180% | 1,420% | 3,800% |
| Taxe foncière Non Bâti | 0,000% | 4,870% | 35,850% |
| Cotisation foncières des entreprises | 23,410% | 20,980% | 26,130% |

### B 2 - La fiscalité économique

La contribution économique territoriale (CET) est composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).
La cotisation foncière des entreprises (CFE) est assise sur la seule valeur locative des biens soumis à la taxe foncière. Les équipements et biens mobiliers, ainsi que les recettes ne sont plus imposés. La Communauté de communes fixe le taux de CFE et les bases minimum.
La cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la cotisation foncière des entreprises et dont le chiffre d'affaires (CA) excède 152 500 €. HT Toutes ces entreprises sont soumises à une obligation déclarative.
Par ailleurs, certains redevables exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications doivent désormais s'acquitter d'une imposition spécifique, **l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux** (IFER). **La taxe sur les surfaces commerciales** (TASCOM) est due par les établissements ouverts après le 1er janvier 1960, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 460 000 € HT et qui :

- ont une surface commerciale de plus de 400 m²,

- ou, quelle que soit leur surface commerciale, sont exploités sous une enseigne commerciale appartenant à une tête de réseau dont la surface cumulée des établissements est supérieure à 4 000 m².




**B 3 - La synthèse des produits fiscaux et reversements**

**Le produit de la fiscalité constaté pour 2018, d'un montant de 15 863 799 € est soumis à des prélèvements d'Etat pour 367 108 €.**

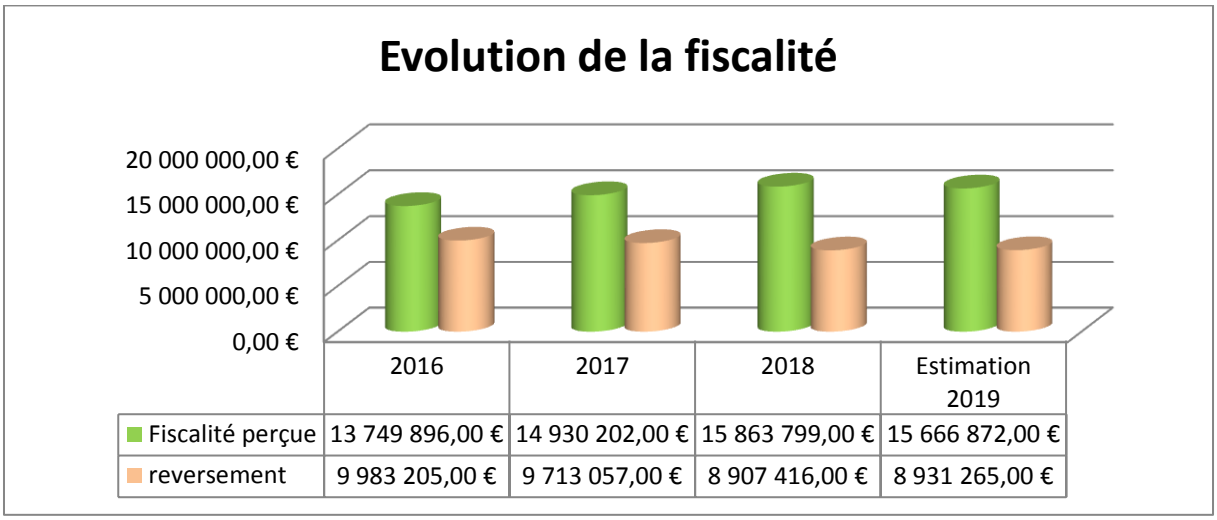
Le tableau ci-dessous permet d'appréhender les produits fiscaux (à pouvoir de taux et sans pouvoir de taux) perçus par la Communauté de communes, les reversements au profit de l'Etat au titre de la péréquation ainsi que le montant de l'attribution de compensation reversé aux communes du territoire.

**Fiscalité 2016 à 2019**

| Imputation | Taxes | 2016 | 2017 | 2018 | Estimation 2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| **73 111** | Taxe d'habitation | 827 746 € | 833 729 € | 841 894 € | 860 416 € |
| **73 111** | Taxe foncière Bâti | 651 148 € | 654 392 € | 664 166 € | 678 778 € |
| **73 111** | Taxe foncière Non Bâti | 15 256 € | 15 228 € | 15 341 € | 15 679 € |
| **73 111** | Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties | 105 655 € | 105 259 € | 105 833 € | 105 833 € |
| **73 111** | Cotisation foncière des entreprises | 3 695 533 € | 4 385 214 € | 4 634 336 € | 4 634 336 € |
| **73 111** | ROLES COMPLEMENTAIRES | | 7 185 € | 14 308 € | |
| **7331** | Taxe d'enlèvement des ordures ménagères | 5 915 037 € | 5 988 688 € | 6 132 398 € | 6 267 309 € |
| **73 112** | CVAE | 1 862 863 € | 2 210 818 € | 2 770 461 € | 2 615 995 € |
| **73 113** | IFER | 151 555 € | 163 022 € | 170 905 € | 170 905 € |
| **73 114** | TASCOM | 272 424 € | 263 829 € | 317 621 € | 317 621 € |
| **73 18** | ROLES SUPPLEMENTAIRES | 252 679 € | 302 858 € | 196 536 € | 0 € |
| **TOTAL RECETTES FISCALES** | | **13 749 896 €** | **14 930 202 €** | **15 863 799 €** | **15 666 872 €** |
| **739 21** | Attribution de compensation | ***-9 566 812 €*** | ***-9 365 910 €*** | ***-8 540 308 €*** | ***-8 540 308 €*** |
| **739 23** | FNGIR | ***-190 957 €*** | ***-190 957 €*** | ***-190 957 €*** | ***-190 957 €*** |
| **739 25** | FPIC | ***-225 436 €*** | ***- 156 190 €*** | ***- 176 151 €*** | ***- 200 000 €*** |
| **TOTAL REVERSEMENTS** | | ***-9 983 205 €*** | ***- 9 713 057 €*** | ***- 8 907 416 €*** | ***- 8 931 265 €*** |
| **TOTAL DES RECETTES NETTES** | | **3 766 691 €** | **5 209 960 €** | **6 956 383 €** | **6 735 607 €** |

Faute d'information disponible à ce jour des éventuels rôles complémentaires et supplémentaires.

**Evolution de la fiscalité entre 2016 et 2019**




| | 2016 | 2017 | 2018 | Estimation 2019 |
|---|---|---|---|---|
| Fiscalité perçue | 13 749 896,00 € | 14 930 202,00 € | 15 863 799,00 € | 15 666 872,00 € |
| reversement | 9 983 205,00 € | 9 713 057,00 € | 8 907 416,00 € | 8 931 265,00 € |

**B 3-1 : L'attribution de compensation**

L'attribution de compensation est un dispositif de reversement, au profit des communes membres, destiné à neutraliser, à la fois le transfert de produits de fiscalité professionnelle et le coût des transferts de compétence :

- c'est une dépense obligatoire des communautés ayant adopté la fiscalité professionnelle unique (FPU),
- elle correspond, schématiquement, à la différence entre le produit de la FPU perçu par la commune l'année précédant celle de l'instauration par le groupement de la FPU et le montant des charges des compétences transférées,
- elle est réévaluée à la hausse ou à la baisse, à chaque nouveau transfert de charges.

Ainsi, la CCPB est passée au régime de fiscalité professionnelle unique au 1er janvier 2015, tout en conservant une fiscalité ménage. La CCPB compense intégralement, via les attributions de compensation (cf. tableau ci-dessous), la fiscalité professionnelle que les communes ont transférée en 2015.

La Communauté de communes, par délibération n°059 du Conseil communautaire du 16 décembre 2014, reverse aux communes du territoire un montant de 9 566 812 € chaque année. Ce montant a été calculé lors du changement de fiscalité intercommunale. Le 19 décembre 2017, la Communauté de communes a pris une délibération pour valider les charges transférées des zones d'activité économique pour un montant 200 903 €, ce qui nous donne un montant total de 9 365 910 €. Le 10 décembre 2018, le Conseil communautaire a délibéré sur les attributions de compensation provisoire pour un montant de 8 540 308 € (suite au transfert de la contribution financière GEMAPI, de la contribution financière du SDIS et du SMEP pour un montant de 825 602 €).

Au 3ème trimestre 2019, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges sera réunie pour définir les charges transférées concernant les investissements des zones d'activité économique.

| | Attribution de compensation 2019 | Versement mensuel |
|---|---|---|
| FEROLLES-ATTILLY | 74 010 € | 6 168 € |
| GRETZ-ARMAINVILLIERS | 2 267 343 € | 188 945 € |
| LESIGNY | 462 054 € | 38 505 € |
| OZOIR-LA-FERRIERE | 3 748 857 € | 312 405 € |
| TOURNAN-EN-BRIE | 1 988 044 € | 165 670 € |
| TOTAL GENERAL | **8 540 308 €** | **711 693 €** |

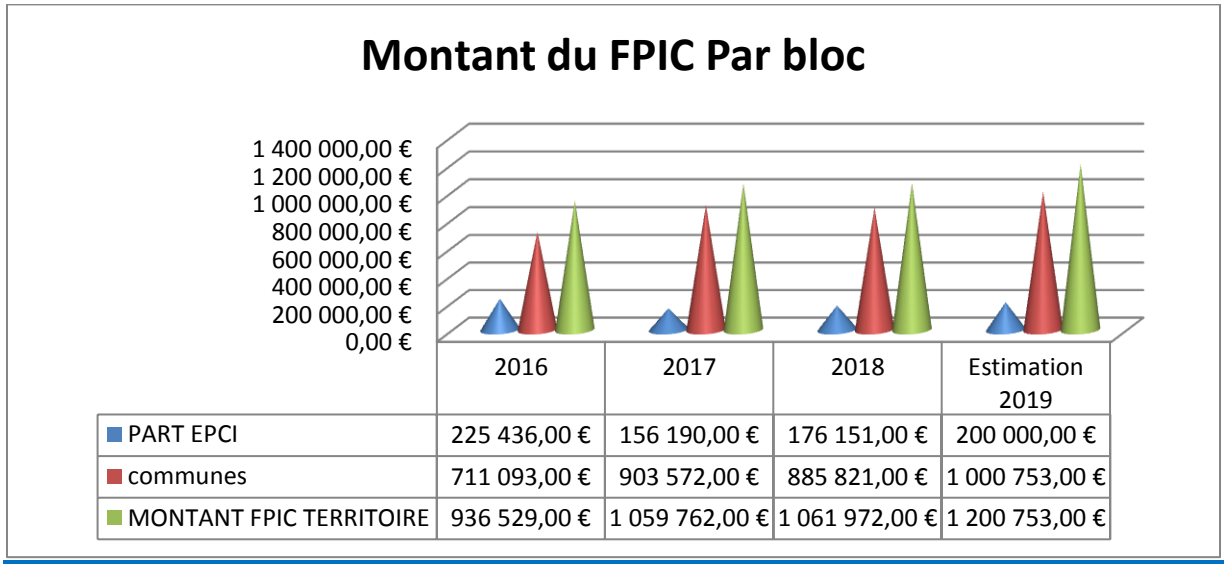
**B 3-2 : L'évolution du FPIC**

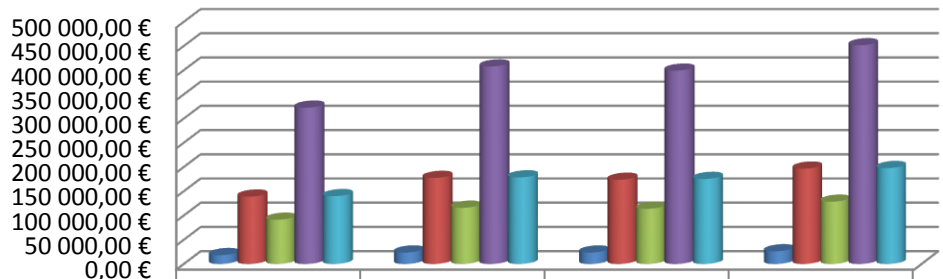
**Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)** a été mis en place en 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le bloc local. Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres. La loi de finances pour 2012 a prévu une montée en charge progressive pour atteindre 1 000 M€ en 2016, ce fonds n'a pas évolué depuis cette date.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Enveloppe nationale (en millions d'euros) | 360 | 570 | 780 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 |
| Evolution | 140% | 58% | 37% | 27% | 0% | 0% | 0% |

Concernant la Communauté de communes, les graphiques ci-dessous déterminent les montants du FPIC du bloc local versés depuis 2016. L'évolution du FPIC pour chaque commune est également présentée, ainsi qu'une simulation pour l'année 2019.

**En l'état actuel des informations dont la CCPB dispose, il est proposé d'inscrire au budget 2019 la somme de 200 000 € de versement au titre du FPIC.**






| | 2016 | 2017 | 2018 | Estimation 2019 |
|---|---|---|---|---|
| FEROLLES-ATTILLY | 18 341,00 € | 23 674,00 € | 23 664,00 € | 26 221,00 € |
| GRETZ-ARMAINIVILLIERS | 138 926,00 € | 177 541,00 € | 173 631,00 € | 196 637,00 € |
| LESIGNY | 91 295,00 € | 115 988,00 € | 113 984,00 € | 128 462,00 € |
| OZOIR-LA-FERRIERE | 322 607,00 € | 407 698,00 € | 399 104,00 € | 451 546,00 € |
| TOURNAN EN BRIE | 139 924,00 € | 178 671,00 € | 175 438,00 € | 197 887,00 € |

## C - Les dotations versées par l'Etat

Les estimations de dotations pour 2019 se basent sur la règlementation actuellement en vigueur.

**Evolution de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**

La DGF des EPCI comporte deux composantes : la dotation d'intercommunalité, elle-même composée d'une dotation de base, d'une dotation de péréquation et d'une garantie. La loi de finances n°2018-1317 en date du 28 décembre 2018 supprime la DGF bonifiée. L'article 250 sur la réforme de la dotation d'intercommunalité prévoit deux composantes :

**Décomposition de l'enveloppe unique**

| Composition | Modalités de calculs |
|---|---|
| Dotation de base 30 % | Population regroupée* pondérée par le CIF** |
| Dotation de péréquation 70 % | Population regroupée* pondérée par le CIF** avec CIF X [PF/hab. moyen de la catégorie / PF/hab. de l'EPCI + revenu/hab.*** moyen / revenu/hab.*** de l'EPCI] |

A partir de 2019, seule une augmentation des compétences de la Communauté de communes permettrait d'augmenter le CIF et la Dotation Globale de Fonctionnement.

**Mécanismes de garanties**

| Garanties et plafonnement de droit commun | |
|---|---|
| 95 % de l'attribution n-1 < attribution/habitant en n ≤ 110 % de l'attribution n-1* | |

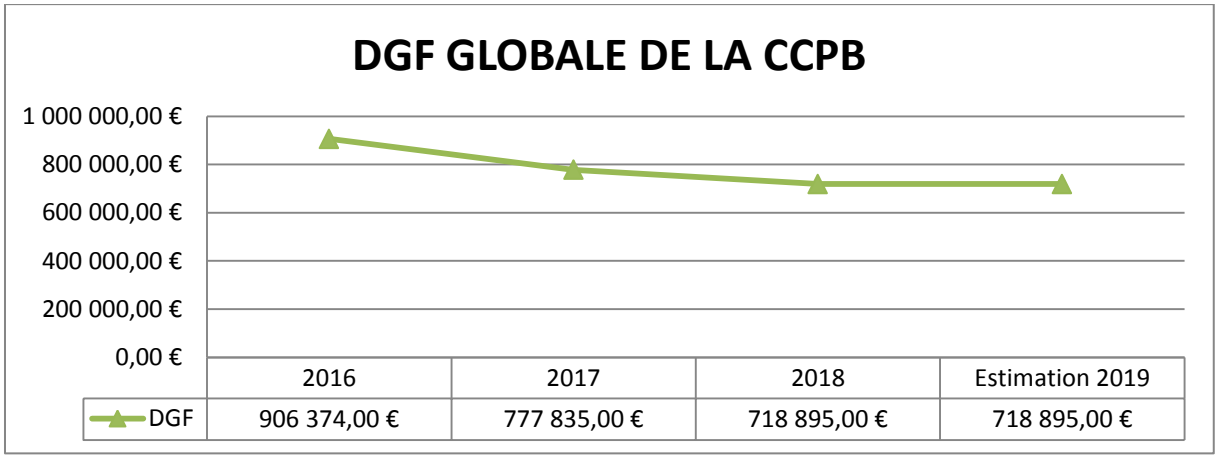
* à l'exception des EPCI ayant changé de catégorie au 1er janvier 2019 et des communautés de communes créées ex nihilo au 1erjanvier 2017

| Garanties sous condition de CIF | |
|---|---|
| CU, CA et métropoles ayant CIF* > 0,35 | CC ayant CIF > 0,5 |
| Attribution au moins égale à celle de l'année précédente | |

* Avec CIF pondéré par un coefficient de 1,1

| Garanties sous condition de potentiel fiscal |
|---|
| Si potentiel fiscal par habitant < d'au moins 60 % à la moyenne de la catégorie |
| Attribution au moins = à celle de l'année précédente |

Les nouvelles charges de transfert en 2018, entreront en vigueur en 2020.

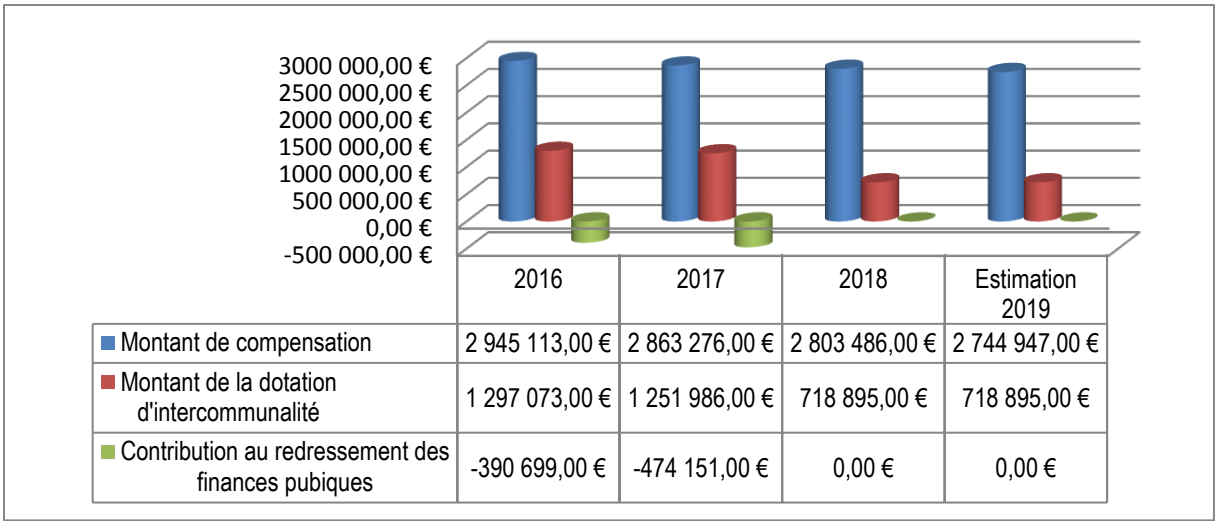



**En 2018 :**

- la dotation de base était de 1,63 €/habitant soit 76 374 € (en 2017 : 2,53 €)
- la dotation de péréquation était de 2,47 €/habitant soit 115 445 € (en 2017 : 3,87 €)
- la bonification était de 0 €/habitant soit 0 € (en 2017 : 3,86 €)
- la garantie était de 11,24 €/habitant soit 525 733 € (en 2017 : 16,62 €)

## Evolution de la dotation d'intercommunalité

| DOTATION / EUROS | 2016 | 2017 | 2018 | Projet 2019 |
|---|---|---|---|---|
| Dotation de base | **192 350** | **117 856** | **76 909** | **85 331** |
| Dotation péréquation | **295 377** | **180 432** | **116 253** | **128 984** |
| Bonification | **296 576** | **179 678** | | |
| Garantie | **512 770** | **774 020** | **525 733** | **504 580** |
| Majoration | | | | |
| Contribution au redressement des finances publiques | **- 390 699** | **- 474 151** | | |
| Total | **906 374** | **777 835** | **718 895** | **718 895** |

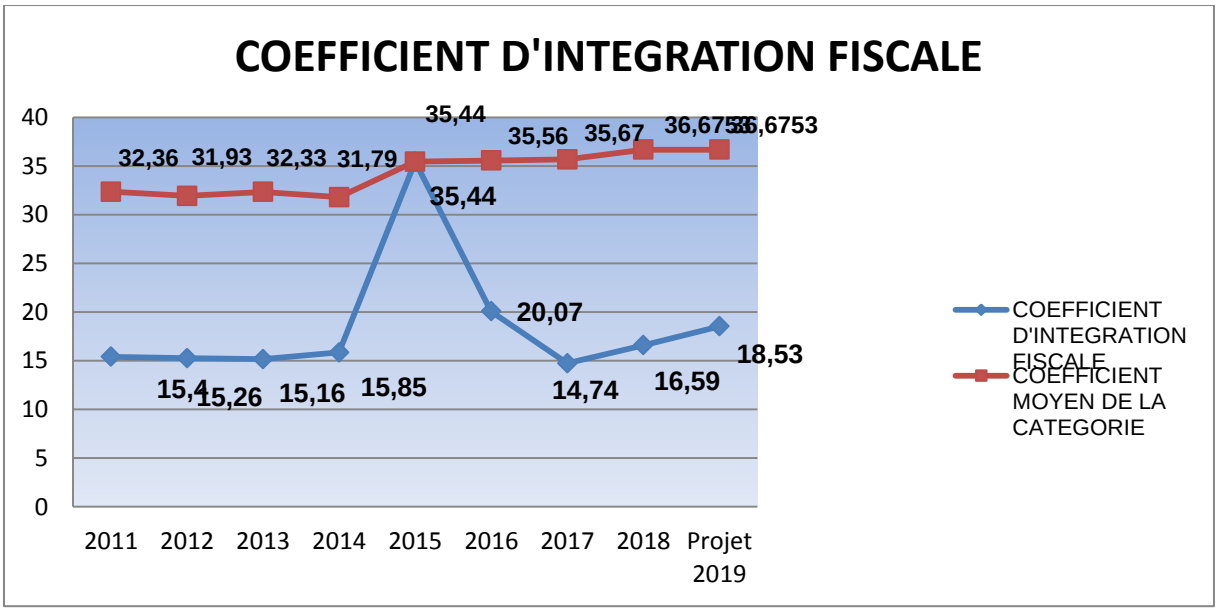



| | 2016 | 2017 | 2018 | Estimation 2019 |
|---|---|---|---|---|
| Montant de compensation | 2 945 113,00 € | 2 863 276,00 € | 2 803 486,00 € | 2 744 947,00 € |
| Montant de la dotation d'intercommunalité | 1 297 073,00 € | 1 251 986,00 € | 718 895,00 € | 718 895,00 € |
| Contribution au redressement des finances pubiques | -390 699,00 € | -474 151,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

La DGF 2019 est calculée sur le coefficient d'intégration fiscale réel.

Il convient de préciser que les effets induits par l'augmentation du CIF interviennent deux ans après le transfert de nouvelles compétences.

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Projet 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CIF** | 15,4 | 15,26 | 15,16 | 15,85 | 35,44 | 20,07 | 14,74 | 16,6 | 18,53 |
| **CIF (Moyen)** | 32,36 | 31,93 | 32,33 | 31,79 | 35,44 | 35,56 | 35,67 | 36,68 | 36,68 |




Hormis l'année 2015 (1re année d'application du régime de FPU), la CCPB affiche une intégration inférieure à la moyenne nationale des EPCI de même strate.

## D - Les quatre indicateurs synthétiques des risques financiers

Le DOB 2019 s'inscrit dans un contexte contraint de stabilité des dotations de l'Etat et de nécessaire maîtrise des coûts de gestion et de fonctionnement
Sont repris ci-après, comme en 2018, les quatre ratios d'alerte définis par la Direction Générale de la Comptabilité Publique. Pour information, la fiabilité de ces critères d'alerte, fondés sur le dépassement simultané de trois ou quatre seuils, a pu être testée sur des communes confrontées à de graves difficultés financières et s'est révélée satisfaisante. Ces quatre critères doivent se traduire de la façon suivante :

- 4 seuils atteints : situation critique
- 3 seuils atteints : situation vulnérable
- autre : situation non signalée

### D 1 : La marge d'autofinancement

**1er indicateur :** la marge d'autofinancement courant, soit les dépenses réelles de fonctionnement plus le remboursement annuel de la dette en capital sur les recettes réelles de fonctionnement.

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0.94 | **1.00** | **1.00** | **0.96** | **0.93** | **0.90** | **0.95** |

Le seuil d'alerte est atteint lorsque le résultat est supérieur à 1 pendant 2 à 3 années consécutives. Pour la 7e année consécutive, la Communauté de communes ne dépasse pas ce seuil.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Epargne de gestion | 454 153,74 € | 42 754,94 € | 27 680,07 € | 704 336,97 € | 1 478 840,38 € | 2 161 874 € | 1 099 246 € |
| Epargne brute | 465 671,49 € | 34 821,59 € | 85 292,69 € | 707 506,28 € | 1 477 240,23 € | 2 196 061 € | 1 060 034 € |
| Epargne nette | 425 671,49 € | **- 5 178,41 €** | 45 292,69 € | 667 506,00 € | 1 337 240,00 € | 2 022 728 € | 880 034 € |

**L'épargne de gestion**

Ce premier agrégat à calculer est l'épargne de gestion, qui est l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est le solde généré par l'activité courante de la CCPB avant de prendre en compte sa politique d'investissement et de gestion financière. Il donne une vision objective et détermine la capacité de la CCPB à dégager des ressources financières.

**L'épargne brute**

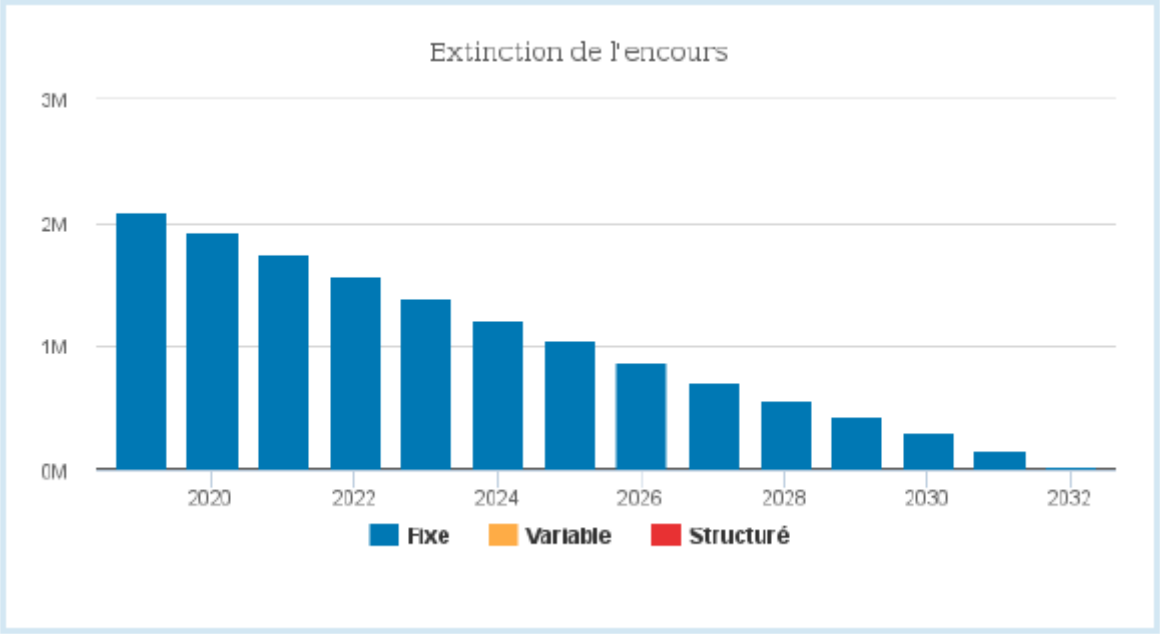
L'épargne brute permet d'évaluer la capacité d'autofinancement brute de la collectivité et constitue, de ce fait, l'indicateur privilégié de l'analyse financière. Il permet en effet, d'apprécier le surplus que la collectivité est en mesure de dégager, une fois couvertes, non seulement ses dépenses courantes, mais également les charges financières liées à sa politique d'endettement antérieure.

**L'épargne nette**

Le dernier niveau d'épargne calculé est celui de l'épargne nette disponible qui correspond à l'épargne brute de laquelle le remboursement du capital de la dette a été retranché. Cet indicateur apparaît à priori comme le plus pertinent. En effet, il donne un renseignement sur le montant de l'épargne réellement disponible pour couvrir le financement des investissements, une fois l'ensemble des charges afférentes aux emprunts prises en compte.

**EPARGNE**

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes réelles | 7 256 905 € | 17 133 011 € | 18 189 808 € | 19 304 391 € | 19 598 249 € | 19 280 863 € |
| Dépenses réelles | 7 222 083 € | 17 047 718 € | 17 482 302 € | 17 827 151 € | 17 402 188 € | 18 220 829 € |
| Epargne brute (1) **(1) Epargne brute = recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement** | 34 821 € | 85 292 € | 707 506 € | 1 477 240 € | 2 196 061 € | 1 060 033 € |
| Taux d'épargne brute **(2) Taux d'épargne brute = épargne brute /recettes réelles de fonctionnement** | 0,48 % | 0,50 % | 3,89 % | 7,65 % | 11,21 % | 5,50 % |
| Annuité en capital de la dette | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 140 000 € | 173 333 € | 180 000 € |
| Epargne nette (3) avant remboursement anticipé **(3) Epargne nette = épargne brute - annuité en capital de la dette** | **- 5 178 €** | 45 292 € | 667 506 € | 1 337 240 € | 2 022 788 € | 880 034 € |
| Remboursement anticipé | | | | | | |
| Epargne nette après remboursement | **- 5 178 €** | 45 292 € | 667 506 € | 1 337 240 € | 2 022 788 € | 880 034 € |
| Encours de la dette | 480 000 € | 440 000 € | 400 000 € | 2 260 000 € | 2 086 667 € | 4 366 667 € |
| **Capacité de désendettement** **CAD =Encours de la dette/RRF** | 13.8 | 5.2 | 0.60 | 1.50 | 1.00 | 4,10 |




La communauté de commune fixe pour objectif d'améliorer son besoin de financement, défini comme les emprunts minorés des remboursements de dette, selon la trajectoire suivante :

| | 2019 | 2020 |
|---|---|---|
| **Besoin de financement** | 4 366 667 € | 9 101 931 € |

**D 2 : Le niveau d'endettement**

**2e indicateur :** le niveau d'endettement, soit l'encours de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taux d'endettement (encours dette/recettes réelles de fonctionnement | **10.51 %** | **7.44 %** | **6.61 %** | **2.57 %** | **2.20 %** | **11,71 %** | **10,65 %** | **22,65 %** |

Le recours à l'emprunt impacte les équilibres budgétaires, par les charges financières qu'il induit et le remboursement, à plus ou moins long terme, du capital de la dette. L'analyse de la situation financière d'une collectivité et de ses marges de manœuvre porte nécessairement sur sa capacité à financer son passif, au premier rang duquel figure sa dette. Aussi, l'analyse s'effectue par une étude du profil d'extinction de la dette.

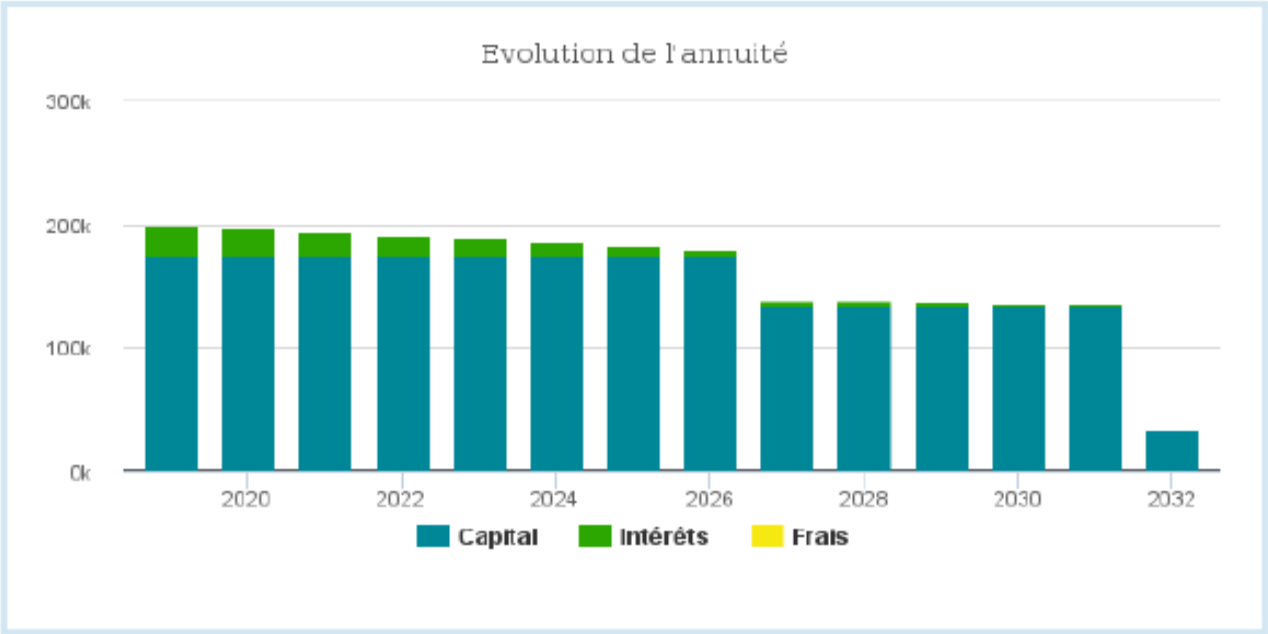
Au 31 décembre 2018, l'encours de la dette est de 2 086 667 € pour des recettes réelles de fonctionnement de 19 280 863 €.

**LA DETTE**

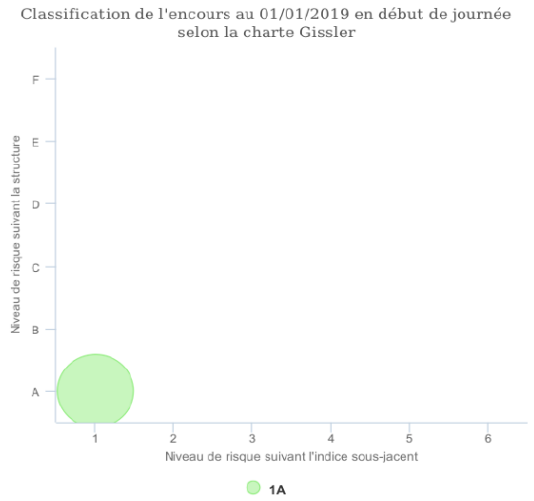
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| En cours dette au 1er janvier | 520 000 € | 480 000 € | 440 000 € | 400 000 € | 2 260 000 € | 2 086 667 € |
| Annuité en capital | 40 000 € | 40 000 € | 40 000 € | 140 000 € | 173 333 € | 180 000 € |
| Remboursement anticipé | | | | | | |
| Appel d'emprunt | | | | 2 000 000 € | 0 € | 2 460 000 € |
| Dette au 31 décembre | 480 000 € | 440 000 € | 400 000 € | 2 260 000 € | 2 086 667 € | 4 366 667 € |

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant des intérêts de la dette | 18 905 € | 17 385 € | 15 615 € | 26 578 € | 27 566 € | 30 000 € |

Le seuil d'alerte pour une Communauté de communes (FPU) est atteint au-delà de 35,60 % (ratio 2013). L'encours de la dette de la Communauté de communes est faible, il affiche un taux de 10,65 % pour le compte administratif 2018.

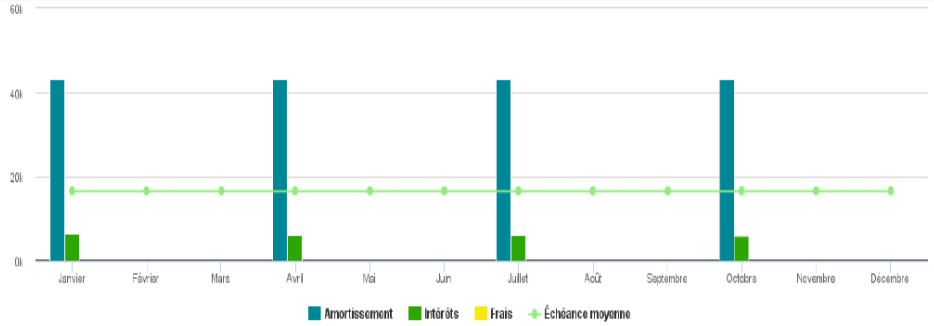


Charte Gissler




| Catégorie | Encours au 01/01/2019 | % |
|---|---|---|
| 1-A | 2 086 666,69 | 100,00% |
| TOTAL | 2 086 666,69 | 100 % |

Répartition sur l'exercice




**D 3 : Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal**

**<u>3e indicateur :</u>** le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, soit le produit des contributions directes sur le potentiel fiscal.

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0,20 | **0,20** | **0,48** | **0,43** | **0.49** | **0.49** | **0.45** |

Le seuil d'alerte est atteint au-delà de 1.

### D 4 : La rigidité des charges de structure

**4e indicateur :** la rigidité des charges de structure, soit les frais de personnel, plus le remboursement annuel de la dette, sur les recettes réelles de fonctionnement.

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 6,28 | **6,59** | **3,18** | **2,25** | **3.01** | **3.97** | **4.46** |

**Le seuil d'alerte pour une Communauté de communes (FPU) est atteint au-delà de 19,80 % (ratio 2010).**

En conséquence, la Communauté de communes est en position de *« situation non signalée ».*

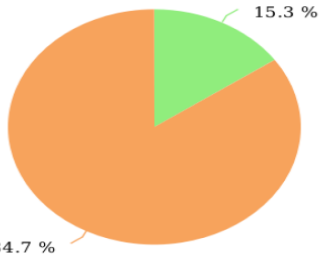
## E - Le ratio de désendettement de la Communauté de communes

**Principe**
L'équilibre financier du budget principal d'une collectivité tient dans sa capacité à faire face au remboursement du capital de sa dette au moyen de son autofinancement ; il s'agit du ratio de désendettement ou ratio dit KLOPFER (dette/CAF) qui mesure en nombre d'années théoriques, le remboursement de la dette en capital. Cependant la notion de désendettement ne doit pas être confondue avec la couverture annuelle du remboursement du capital de la dette par des ressources propres, lesquelles incluent d'autres recettes comme le FCTVA ou les cessions nettes des immobilisations.

**Seuil**
Le ratio de désendettement de la Communauté de communes, représentant le nombre d'années théoriques de remboursement de la dette en capital à fin 2018, est de 1,00 soit une CAF brute de 2 196 061 € et une dette de 2 086 667 €.

**Conclusion**
A l'examen de ce ratio, la Communauté de communes dispose d'une capacité d'endettement suffisante pour financer ses futurs investissements. Cependant cette capacité dépendra avant tout de la hauteur de son autofinancement et donc, de sa maîtrise des autres dépenses intercommunales. Par ailleurs, l'endettement correspond également aux choix de fiscalité.

Répartition par durée de vie moyenne




| Durée de vie moyenne | Montant |
|---|---|
| < 5 ans | 320 000,00 |
| 5 - 10 ans | 1 766 666,69 |
| TOTAL | 2 086 666,69 |

## LES GRANDES LIGNES DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

Les orientations du budget 2019 doivent bien entendu tenir compte du compte administratif de l'exercice 2018, qui dégage un résultat bénéficiaire de clôture au niveau des deux sections.

**RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET**
**Communauté de Communes**

| | résultat de clôture 2017 | part affectée à l'investissement 2018 | exécution 2018 dépenses | exécution 2018 recettes | résultat de l'exercice 2018 | résultat de clôture 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| investissement | 2 852 382,29 | | 1 338 220,68 | 133 216,64 | **-1 205 004,04** | 1 647 378,25 |
| fonctionnement | 3 071 244,86 | 0,00 | 17 418 310,84 | 19 598 248,87 | **2 179 938,03** | 5 251 182,89 |
| **TOTAL** | **2 687 484,39** | **0,00** | **18 756 531,52** | **19 731 465,51** | **974 933,99** | **6 898 561,14** |

**L'excédent de fonctionnement** de 2018 s'élève à un montant de 2 179 938,03 €, auquel vient s'ajouter le résultat de clôture de l'année 2017 pour un montant de 3 071 244,86 €. Le résultat de clôture 2018 est ainsi arrêté à un montant de 5 251 182,89 €.

**L'excédent d'investissement** de 2018 ressort quant à lui à un excédent de 1 647 378,25 €. Ce résultat est corrigé par la prise en considération des restes à réaliser en dépenses et en recettes.

- Les restes à réaliser en dépenses sont estimés pour un montant de 362 990,44 €
- Les restes à réaliser en recettes sont estimés pour un montant de 23 501,03 €

Pour les dépenses d'investissement à reporter au budget 2019, il s'agit des engagements suivants :

- Frais d'étude pour le DOJO : ……152 999,82 €
- Frais d'étude pour le gymnase : …… 44 542,20 €
- Frais d'étude pour le bassin nautique…… 20 382,50 €
- Logiciel ressources humaines en full web : …… 14 772,00 €
- Logiciel de fiscalité…….. 4 801,08 €
- Logiciel de dette en full web…….. 6 950,00 €
- Acquisitions de mobiliers…… 2 173,80 €
- Frais d'étude pour la déviation de la N4 : …….. 4 464,00 €
- Frais d'étude pour les liaisons douces : ……111 905,04 €

Pour les recettes d'investissement à reporter au budget 2019, il s'agit du :

- Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée des exercices 2017 et 2018 pour un montant de 23 501,03 €.

# LES ORIENTATIONS FINANCIERES ET LES MASSES BUDGETAIRES POUR 2019

## A - L'évolution des principales recettes de fonctionnement

| Chapitres | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|
| 70 ( Produits des services ) | 17 030,01 € | 70 261,41 € | 15 670,30 € | 15 400,00 € |
| 73 ( Impôts et taxes ) hors TEOM | 7 836 748,00 € | 8 941 534,00 € | 9 732 061,00 € | 9 402 203,00 € |
| 73 TEOM | 5 915 037,00 € | 5 988 668,00 € | 6 132 398,00 € | 6 267 309,00 € |
| 74 ( Dotations et Participations ) | 4 370 712,03 € | 4 247 102,68 € | 3 636 422,67 € | 3 580 341,00 € |
| 75 ( Autres produits de gestion courante) | 17 992,00 € | 23 774,00 € | 18 156,00 € | 13 000,00 € |
| 77 ( Produits exceptionnels) | 28 477,95 € | 32 315,33 € | 61 753,64 € | 2 359,97 € |
| 013 ( Atténuations de charges ) | 3 811,10 € | 735,48 € | 1 787,26 € | 250,14 € |
| Total des recettes de fonctionnement | 18 189 808,09 € | 19 304 390,90 € | 19 598 248,87 € | 19 280 863,11 € |
| Variation | | 6,13% | 1,52% | -1,62% |

**Chapitre 70 : Produits des services**

L'inscription de la recette correspond à la perception des recettes des aires d'accueil des gens du voyage de Lésigny et de Tournan-en-Brie.

**Chapitre 73 : Impôts et taxes**

**Le produit simulé de la fiscalité directe s'établirait à 15 666 871 € incluant la TEOM.**

| Fiscalité 2019 | |
|---|---|
| Taxe d'habitation | 860 416 € |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | 678 778 € |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 15 679 € |
| Cotisation foncière des entreprises | 4 634 336 € |
| Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux | 170 905 € |
| Taxe sur les surfaces commerciales | 317 621 € |
| Cotisation sur les valeurs ajoutées des entreprises | 2 615 995 € |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères | 6 267 309 € |
| Taxe additionnelle sur le foncier non bâtis | 105 833 € |
| 73 ( Impôts et taxes ) | 15 666 871 € |

Cette simulation tient compte de la revalorisation des bases fiscales (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe sur les propriétés non bâties et cotisation foncière des entreprises) de 2.2% correspondant à l'inflation 2018. Dans la préparation budgétaire 2019, il n'a pas été tenu compte de l'éventuelle majoration spéciale (faute d'avoir les éléments à ce jour, la majoration spéciale n'a pas été intégrée dans cette simulation).

**Chapitre 74 : Dotations et subventions**

La Dotation Globale de Fonctionnement 2019 s'élèverait à 3 496 275 € soit une perte de recettes d'environ 26 106 €. Il convient de souligner que la dotation bonifiée est supprimée en 2019 par le biais de la loi de finances n°2018-1317 en date du 28 décembre 2018.

| EVOLUTION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Montant | 2018 | 2019 | Ecart | Evolution |
| Dotation d'intercommunalité | 718 895,00 € | 718 895,00 € | 0,00 € | 0,00% |
| Contribution au redressement des finances publiques | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | #DIV/0! |
| Dotation d'intercommunalité notifiée | 718 895,00 € | 718 895,00 € | 0,00 € | 0,00% |
| Compensation part salaires | 2 803 486,00 € | 2 777 380,00 € | -26 106,00 € | -0,93% |
| Dotation Globale de Fonctionnement | 3 522 381,00 € | 3 496 275,00 € | -26 106,00 € | -0,74% |

**B - L'évolution des principales dépenses de fonctionnement**

## Etat récapitulatif des dépenses de fonctionnement par grandes masses

| Chapitres | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | BP 2019 |
|---|---|---|---|---|
| 011 ( Charges à caractère général hors TEOM) | 513 946,84 € | 770 331,08 € | 585 670,80 € | 1 128 743,00 € |
| 011 (TEOM) | 5 864 346,00 € | 6 039 022,00 € | 6 132 397,92 € | 6 267 309,00 € |
| 012 ( Charges de personnel ) | 372 973,20 € | 441 567,33 € | 604 337,73 € | 679 438,00 € |
| 014 ( Atténuations produits) | 10 373 904,00 € | 10 187 208,00 € | 8 907 416,00 € | 8 931 267,00 € |
| 65 ( Autres charges de gestion courante) | 331 823,13 € | 355 106,78 € | 1 144 799,13 € | 1 172 500,00 € |
| 66 ( Charges financières ) | 15 865,00 € | 30 763,61 € | 27 566,42 € | 31 471,41 € |
| 67 ( Charges exceptionnelles) | 9 443,64 € | 3 151,87 € | 0,00 € | 10 100,84 € |
| Total des dépenses de la section fonctionnement | 17 482 301,81 € | 17 827 150,67 € | 17 402 188,00 € | 18 220 829,25 € |
| Variation | | 1,97% | -2,38% | 4,70% |

**Chapitre 011 : Charges à caractère général**

Ce chapitre fait l'objet d'une hausse des dépenses 2019 due essentiellement aux inscriptions :

- d'une enveloppe budgétaire d'un montant de 10 000 € pour une étude sur la finalisation du travail d'évaluation des investissements des zones d'activité économique ;
- d'une enveloppe budgétaire d'un montant de 4 000 € pour l'entretien des voiries de la commune de Gretz-Armainvilliers et d'un montant de 8 500 € pour le salage de la zone d'activité économique de Gretz-Armainvilliers ;
- d'une enveloppe budgétaire d'un montant de 200 000 € pour la création du service de transport à la demande. Cette enveloppe sera utilisée en cas de non labellisation par Ile de France mobilités du projet de la CCPB ;
- d'une enveloppe budgétaire d'un montant de 20 000 € pour la communication du Transport à la Demande ;
- d'une enveloppe budgétaire d'un montant de 76 657 € pour l'assurance « garantie dommages ouvrages » pour le DOJO intercommunal et l'aire d'accueil de Tournan-en-Brie ;
- d'une enveloppe budgétaire d'un montant de 60 000 € pour la mise en place d'un PCAET ;

- d'une enveloppe budgétaire d'un montant de 30 000 € pour la MOUSE, dans le cadre de la requalification de l'aire d'accueil de Tournan-en-Brie,
- d'une enveloppe budgétaire à hauteur de 15 000 € pour des études diverses,
- d'une enveloppe budgétaire à hauteur de 5 000 € pour la participation à une étude pour le rapprochement avec la Communauté de communes de l'Orée de la Brie ;
- d'une enveloppe budgétaire à hauteur de 5 000 € pour la participation à une étude pour la mise en place d'un pôle santé avec la Communauté de communes de l'Orée de la Brie ;
- d'une enveloppe budgétaire à hauteur de 20 000 € pour le festival intercommunal ;
- d'une enveloppe budgétaire à hauteur de 15 000 € pour l'entretien de l'aire d'accueil de Lésigny,
- d'une enveloppe budgétaire à hauteur de 5 000 € pour l'assurance de l'aire d'accueil de Lésigny,
- d'une enveloppe budgétaire à hauteur de 5 400 € pour la protection des fonctionnaires,
- d'une enveloppe budgétaire à hauteur de 5 000 € pour la création d'un bulletin communautaire,

**Coût de fonctionnement des aires d'accueil de la Communauté de communes :**

| BUDGET 2019 | | |
|---|---|---|
| **Poste** | **Lesigny** | **Tournan** |
| **Eau** | 1 200,00 € | 0,00 € |
| **Electricité** | 10 000,00 € | 0,00 € |
| **Gestion** | 70 200,00 € | 45 013,00 € |
| **Entretiens** | 15 000,00 € | 0,00 € |
| **Assurances** | 5 000,00 € | 0,00 € |
| **Gardiennage** | inclus dans la gestion du prestataire | 1 500,00 € |
| **Téléphone** | 563,00 € | 0,00 € |
| | **101 963,00 €** | **46 513,00 €** |
| **Nombre de places** | 20 | 30 |
| | **5 098,15 €** | **1 550,43 €** |

**Chapitre 012 : Les moyens humains en 2019**

L'article 107 de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République a modifié la Code Général des Collectivités Territoriales relatifs au DOB, en complétant les dispositions relatives au contenu du débat.

Pour les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, ce rapport doit comporter également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Un recrutement est prévu en 2019. La CCPB est toujours en recherche d'un responsable du développement et de l'aménagement du territoire depuis 2017.

**Structure et évolution des dépenses et des effectifs**

Evolution des charges de personnel (chapitre 012) sur la période 2015 - 2019 :

| | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | Prévisionnel 2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses Réelles de fonctionnement** | 17 047 718,17 € | 17 482 301,81 € | 17 827 150,67 € | 17 402 188,00 € | 18 220 829,00 € |
| **Chapitre 012 Personnel CCPB** | 506 735,40 € | 372 973,20 € | 441 567,33 € | 555 118,80 € | 618 850,00 € |
| **Chapitre 012 - Mise à disposition du personnel communal(1)** | | | | 49 218,93 € | 60 588,00 € |
| **Ratio du chapitre 012 sans les MAD** | 2,97% | 2,13% | 2,48% | 3,10 % | 3,30 % |
| **Ratio du chapitre 012** | 2,97% | 2,13% | 2,48% | 3,47% | 3,70% |

(1) Ce tableau correspond aux montants des charges de personnel, mis à disposition sur les zones d'activité économique et pour le nettoyage des locaux de la Communauté de communes qui sont facturés par les communes membres, dans le cadre des conventions.

**Répartition des effectifs par catégorie au 1er janvier de l'année :**

| | 2010 | | 2011 | | 2012 | | 2013 | | 2014 | | 2015 | | 2016 | | 2017 | | 2018 | | 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | EP | IA* | EP | IA | EP | IA | EP | IA | EP | IA | EP | IA | EP | IA | EP | IA | EP | IA | EP | IA |
| CAT.A | | | 2 | 2 | 2 | 2 | 3 | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 | 4 | 3 | 1 | 2 | 5 | 3 | 5 | 3 |
| CAT.B | 2 | | 2 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| CAT.C | 2 | | 3 | | 3 | | 4 | | 5 | | 4 | 1 | 5 | | 5 | | 5 | | 5 | |
| **TOTAL** | **4** | | **7** | | **7** | | **8** | | **8** | | **8** | | **10** | | **7** | | **11** | | **11** | |

* EP : Effectif permanent

* IA : Indemnité accessoire (chargés de mission)

**L'effectif permanent est exclusivement féminin, réparti par catégories :**

| | Nombre | Femmes | Hommes |
|---|---|---|---|
| CAT.A | 5 | 5 | |
| CAT.B | 1 | 1 | |
| CAT.C | 5 | 5 | |
| **TOTAL** | **11** | **11** | |

Les rémunérations des agents s'échelonnent de l'indice majoré 328 à l'indice majoré 793.

S'agissant de la masse salariale du personnel permanent (constat au 31/12/2018), les dépenses se répartissent de la façon suivante :

- Les traitements indiciaires : 305 802,76 €
- Les régimes indemnitaires : 63 850,82 €
- NBI, supplément familial et indemnité de résidence : 6 026,57 €

Les agents bénéficient d'un régime indemnitaire.

A la Communauté de communes, la durée annuelle de travail effectif pour un agent à temps complet correspond à 1 607 heures.

La mise en place de l'aménagement du temps de travail basé sur une durée hebdomadaire de 37h50, soit 7h50 par jour et la compensation par l'attribution de 15 jours ARTT présente, depuis le 1er janvier 2017, une réponse appropriée à l'amélioration des conditions de travail du personnel, de la charge de

travail, de l'organisation du temps de travail (horaires, permanences…) et de l'harmonisation des activités au sein de la collectivité.

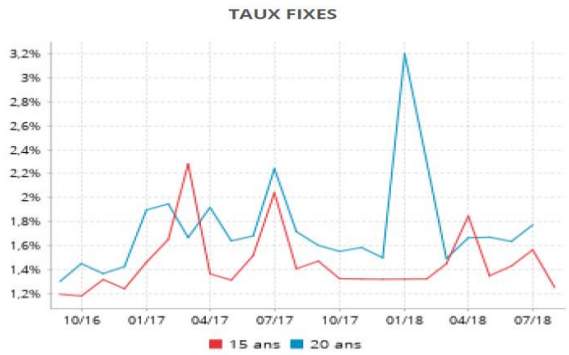
**Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante**

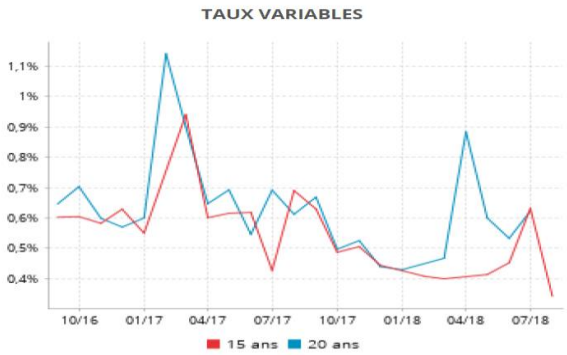
Au budget primitif 2019, une enveloppe sera reconduite pour :

- Subvention à la Mission locale : 72 301,00 € (2018 : 71 890,40 €)
- Subvention à l'association Travail Entraide : 47 500,00 € (2018 : 46 000 €)
- Subvention à Initiative Melun Val de-Seine : 9 450,00 € (2018 : 9 313,40 €)
- Cotisation au SDIS : 651 720,00 € (2018 : 632 566 €)
- Cotisation à la GEMAPI : 152 658 € (2018 : 143 246 €).
- Participation à Seine-et-Marne numérique : 35 300 € (2018 : 35 107 €)
- Cotisation au SMEP : 35 064 € (2018 : 46 758 €)
- Indemnité des élus : 163 900 € (2018 : 160 840,38 €)

**Chapitre 66 : Charges financières**

Les taux longs sont orientés à la baisse depuis le milieu de l'année 2012. Aujourd'hui, la baisse des taux permet de financer la CCPB à moindre coût.




**Chapitre 014 : Atténuation de produits**

a) <u>Le FPIC</u> :

Ce budget tiendra compte du Fonds de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales (FPIC) pris en charge par la Communauté de communes depuis 2015 et reversé par les communes en fonction de leur potentiel fiscal.

La part de la CCPB s'établirait à 200 000 € soit 18,53% du prélèvement global.

| CALCUL ET REPARTITION DU FPIC 2019 | |
|---|---|
| **En K€** | Communauté de Communes |
| **Potentiel financier agrégé** | 661,37 |
| **Moyenne nationale** | 619,88 |
| **Montant du FPIC 2019 estimé** | 1 200 753 € |
| **CIF 2019 prévisionnel** | 18,53% |
| **Part EPCI estimée** | 196 761 € arrondi à 200 000 € |
| **Part des communes membres estimées** | 1 000 753 € |

Les communes membres de la Communauté de communes acquitteraient 1 000 753 €.

**- Soutien aux communes du territoire**

Face à la montée de la péréquation, la Communauté de communes a souhaité maintenir son soutien aux communes contributrices et optimiser sa politique de solidarité.

**Entre 2014 et 2020, la Communauté de communes Les Portes briardes entre villes et forêts reversera aux communes 2 832 372 €.**

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Reversement de l'EPCI aux communes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FEROLLES-ATTILLY | 5 543 € | 11 421 € | 11 421 € | 11 421 € | 11 421 € | 11 421 € | 11 421 € | **74 069 €** |
| GRETZ-ARMAINVILLIERS | 42 669 € | 88 332 € | 88 332 € | 88 332 € | 88 332 € | 88 332 € | 88 332 € | **572 661 €** |
| LESIGNY | 28 115 € | 55 607 € | 55 607 € | 55 607 € | 55 607 € | 55 607 € | 55 607 € | **361 757 €** |
| OZOIR-LA-FERRIERE | 93 732 € | 194 214 € | 194 214 € | 194 214 € | 194 214 € | 194 214 € | 194 214 € | **1 259 016 €** |
| TOURNAN-EN-BRIE | 41 501 € | 87 228 € | 87 228 € | 87 228 € | 87 228 € | 87 228 € | 87 228 € | **564 869 €** |
| **Total** | 211 560 € | 436 802 € | 436 802 € | 436 802 € | 436 802 € | 436 802 € | 436 802 € | **2 832 372 €** |

b) Les attributions de compensation :

Les attributions de compensation pour l'année 2019 s'établiraient à 8 540 308 €. Ces attributions seront modifiées à la CLECT du 3ème trimestre 2019.

| | Attribution de compensation 2019 | Versement mensuel |
|---|---|---|
| FEROLLES-ATTILLY | 74 010 € | 6 168 € |
| GRETZ-ARMAINVILLIERS | 2 267 343 € | 188 945 € |
| LESIGNY | 462 054 € | 38 505 € |
| OZOIR-LA-FERRIERE | 3 748 857 € | 312 405 € |
| TOURNAN-EN-BRIE | 1 988 044 € | 165 670 € |
| TOTAL GENERAL | **8 540 308 €** | **711 693 €** |

c) Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources :

Le montant du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources est identique pour l'année 2019 à hauteur de 190 957 €.

## LE CADRE DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

L'agrégation des projets de l'intercommunalité et de leurs prospectives financières a amené la Communauté de communes à reconsidérer sa capacité de financement pour la période 2019 - 2024.

Des fichiers actions ont été réalisés à partir du projet de territoire. Ces documents ont servi de base à la mise en place d'un Projet Pluriannuel d'Investissement (PPI).

Dans la continuité de cette procédure, les axes retenus au cours de l'année 2018 référencent les actions présentées à l'occasion du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) 2019.

La Communauté de communes a ainsi la volonté de renforcer ses actions en faveur de la mobilité (T.A.D.) et de la création d'équipements structurants à l'échelle intercommunale, permettant de renforcer son attractivité.
Dans une optique de partage et de solidarité, la Communauté de communes a également décidé de mettre en place un fonds de concours qui permettra aux communes de Férolles-Attilly, Tournan-en-Brie et Gretz-Armainvilliers de réaliser des projets d'investissements.

**Un budget 2019 équilibré, sincère et ambitieux :**

Au-delà et malgré la baisse conséquente des recettes et notamment des dotations de l'Etat annoncée pour 2019, les élus des Portes briardes ont souhaité, dans une démarche de consensus, construire une structure budgétaire qui intègre 3 objectifs complémentaires:

- Maitriser les dépenses de fonctionnement,
- Maintenir un niveau d'autofinancement pour permettre des investissements ambitieux au service du territoire et de tous ses habitants,
- Ne pas augmenter les taux de fiscalité des habitants.

**Les orientations budgétaires par politique publique:**

Dans le cadre de la préparation budgétaire, les orientations 2019 sont déclinées en plusieurs axes. Les montants présentés sont prévisionnels et susceptibles d'évolution.
Les partenaires financiers (Etat, Région, Département, etc.) sont sollicités (recherches de subventions) pour participer au financement des coûts d'investissement des projets intercommunaux.

## A) LES EQUIPEMENTS SPORTIFS :

### a) Construction d'un DOJO :

Les élus ont défini un programme d'investissements pour la création d'un dojo intercommunal permettant de renforcer la pratique des arts martiaux sur le territoire et d'accueillir des compétitions d'envergures. L'investissement démarrera sur 2019 et se terminera en 2020.

| Construction d'un DOJO | | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| TRAVAUX | 3 501 721,00 € | | | 0,00 € | 3 501 721,00 € | 0,00 € |
| EQUIPEMENT | 190 930,00 € | | | | 190 930,00 € | 0,00 € |
| ETUDES preliminaires | 20 718,00 € | | 20 718,00 € | | | |
| ETUDES | 216 126,00 € | | | 73 503,18 € | 142 622,82 € | 0,00 € |
| Imprévues | 423 471,00 € | | | 32 792,52 € | 390 678,48 € | 0,00 € |
| TOTAL DES DEPENSES | 4 352 966,00 € | | 20 718,00 € | 106 295,70 € | 4 225 952,30 € | 0,00 € |
| | Subvention sollicitée | Projection estimée | | | | |
| REGION | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 100 000,00 € |
| CID | 689 220,00 € | 689 220,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 689 220,00 € | 0,00 € |
| DETR | 800 000,00 € | 30 000,00 € | | 0,00 € | | 30 000,00 € |
| FCTVA | 714 060,00 € | 714 060,00 € | 0,00 € | 8 778,00 € | 667 128,00 € | 38 154,00 € |
| TOTAL DES RECETTES | 2 303 280,00 € | 1 533 280,00 € | 0,00 € | 8 778,00 € | 1 356 348,00 € | 168 154,00 € |

### b) Construction d'une salle gymnastique :

Les travaux de la salle de gymnastique commenceront à partir du dernier trimestre 2019, pour s'achever en 2021.

| Construction d'une salle de gymnastique | | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TRAVAUX | 4 315 091,00 € | | | 0,00 € | 1 294 528,00 € | 3 020 563,00 € | |
| EQUIPEMENT | 128 096,00 € | | | | | 0,00 € | 128 096,00 € |
| ETUDES preliminaire | 23 653,00 € | | 23 653,00 € | | | | |
| ETUDES | 235 296,00 € | | | 44 706,24 € | 70 589,00 € | 70 589,00 € | 49 411,76 € |
| DIVERS | 888 971,00 € | | | 46 595,52 € | 444 486,00 € | 266 692,00 € | 131 197,48 € |
| TOTAL DES DEPENSES | 5 591 107,00 € | | 23 653,00 € | 91 301,76 € | 1 809 603,00 € | 3 357 844,00 € | 308 705,24 € |
| | Subvention sollicitée | Projection estimée | | | | | |
| REGION | 100 000,00 € | 100 000,00 € | | | 0,00 € | 100 000,00 € | |
| CID | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| DETR | 0,00 € | 0,00 € | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| FCTVA | 917 168,00 € | 917 169,00 € | 0,00 € | 18 858,00 € | 296 848,00 € | 550 821,00 € | 50 641,00 € |
| TOTAL DES RECETTES | 1 017 169,00 € | 1 017 169,00 € | 3 881,00 € | 14 978,00 € | 296 848,00 € | 650 821,00 € | 50 641,00 € |

c) Création d'un bassin nautique :

S'agissant de la création du bassin nautique intercommunal, l'architecte sera sélectionné au dernier trimestre 2019. Les travaux du bassin nautique débuteront en 2021, pour s'achever en 2022.

| Construction d'un bassin aquatique | | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TRAVAUX P 25 | 7 442 316,00 € | | | 0,00 € | | 362 999,00 € | 3 721 158,00 € | 3 358 159,00 € | |
| EQUIPEMENT P25 | 188 400,00 € | | | | | | 0,00 € | 131 880,00 € | 56 520,00 € |
| ETUDES preliminaire | 80 953,00 € | | 48 900,00 € | 11 220,00 € | 20 833,00 € | | | | |
| ETUDES P 25 | 1 935 004,00 € | | | | 400 000,00 € | 387 001,00 € | 967 502,00 € | 180 501,00 € | |
| DIVERS REVISION P25 | 187 547,00 € | | | | | | | 187 547,00 € | |
| TOTAL DES DEPENSES | 9 834 220,00 € | | 48 900,00 € | 11 220,00 € | 420 833,00 € | 750 000,00 € | 4 688 660,00 € | 3 858 087,00 € | 56 520,00 € |
| | Subvention sollicitée | Projection estimée | | | | | | | |
| REGION | 800 000,00 € | 800 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 160 000,00 € | 400 000,00 € | |
| CID | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| DETR | 0,00 € | 0,00 € | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| FCTVA | 1 613 208,00 € | 1 613 208,00 € | 8 022,00 € | 1 841,00 € | 69 034,00 € | 123 030,00 € | 769 128,00 € | 632 881,00 € | |
| TOTAL DES RECETTES | 2 413 208,00 € | 2 413 208,00 € | 8 022,00 € | 1 841,00 € | 69 034,00 € | 123 030,00 € | 929 128,00 € | 1 032 881,00 € | |

B) **LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

La finalisation du travail d'évaluation des dépenses d'investissement des zones d'activité économique sera engagée 2019.

## C) AMENAGEMENT NUMERIQUE :

La Communauté de communes s'est engagé en 2015 auprès du Département dans la mise en œuvre de son schéma FTTH (fibre optique jusqu'au domicile) et ce, afin d'améliorer la desserte numérique de son territoire. Le déploiement du très haut débit sur le territoire de la Communauté de communes est assuré via la participation au Syndicat Mixte d'Aménagement Numérique.

| Aménagement numerique | | 2016 | 2017 | 2018 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| TRAVAUX | 1 230 024,00 € | 20 670,00 € | | 792 032,00 € | 300 086,00 € | 117 236,00 € |
| ETUDES | 0,00 € | | | | | 0,00 € |
| TOTAL DES DEPENSES | 1 230 024,00 € | 20 670,00 € | 0,00 € | 792 032,00 € | 300 086,00 € | 117 236,00 € |

## D) TRANSPORT A LA DEMANDE

Le dossier porté par la Communauté de communes est en cours d'étude par l'autorité organisatrice des transports Ile-de-France mobilités pour obtenir la labellisation.
En cas de labellisation, le projet serait entièrement financé par IDFm. La participation de la CCPB au projet se limitera à de la communication.
Néanmoins par souci de prudence, n'ayant pas encore obtenu d'engagement officiel, les élus communautaires ont souhaité provisionner un budget à hauteur de 220 000 €.

| Fonctionnement | 2019 |
|---|---|
| Prestations de services | 200 000,00 € |
| communication | 20 000,00 € |
| TOTAL DES DEPENSES | 220 000,00 € |

## E) LANCEMENT D'UN SCHEMA DE LIAISONS DOUCES

S'agissant des cinq liaisons douces inscrites sur la première tranche 2019-2021, les travaux débuteront au 2ème semestre 2019 et devront s'achever à la fin du premier semestre 2020. La deuxième tranche de travaux devrait être réalisée au second semestre 2020 et la dernière tranche devrait être réalisée au premier semestre 2021.

| LIAISONS DOUCES | TOTAL | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LIAISON T3 GRETZ ARMAINVILLIERS-TOURNAN EN BRIE 2EME SEMESTRE 2019 | 899 376,00 € | | | | 899 376,00 € | | |
| LIAISON F1 L2 F2 LESIGNY - FEROLLES 2EME SEMESTRE 2019 | 1 041 157,00 € | | | | 1 041 157,00 € | | |
| LIAISON O3 OZOIR LA FERRIERE-LESIGNY 1ER SEMESTRE 2020 | 946 596,00 € | | | | | 946 596,00 € | |
| LIAISON L12 - LESIGNY- SERVON 1ER SEMESTRE 2019 | 74 007,00 € | | | | 74 007,00 € | | |
| LIAISON G2 OZOIR LA FERRIERE - GRETZ 2EME SEMESTRE 2020 | 927 707,00 € | | | | | 927 707,00 € | |
| LIAISON 012 OZOIR LA FERRIERE ROISSY EN BRIE 1ER SEMESTRE 2021 | 280 158,00 € | | | | | | 280 158,00 € |
| ACQUISITION DE TERRAINS | 200 000,00 € | | | | 200 000,00 € | | |
| ETUDES preliminaire | 12 960,00 € | | 9 720,00 € | 3 240,00 € | | | |
| ETUDES MAITRISE ŒUVRE | 172 798,00 € | | | 10 320,96 € | 111 905,04 € | 50 572,00 € | |
| DIVERS | 864,00 € | | | 864,00 € | | | |
| TOTAL DES DEPENSES | 4 555 623,00 € | | 9 720,00 € | 14 424,96 € | 2 326 445,04 € | 1 924 875,00 € | 280 158,00 € |
| | Subvention sollicitée | Projection estimée | | | | | |
| REGION 30% | 1 138 905,75 € | 1 138 905,75 € | | | 0,00 € | 683 343,45 € | 455 562,30 € |
| CID | 588 817,00 € | 588 817,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 588 817,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| DETR | 0,00 € | 0,00 € | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| FCTVA | 702 359,00 € | 702 359,00 € | 0,00 € | 1 595,00 € | 339 049,00 € | 315 757,00 € | 45 958,00 € |
| TOTAL DES RECETTES | 2 430 081,75 € | 2 430 081,75 € | 1 595,00 € | 2 225,00 € | 850 442,55 € | 829 476,55 € | 730 221,40 € |

## F) REQUALIFICATION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE TOURNAN-EN-BRIE

L'arrêté préfectoral n°2018/DDT/SHRU/n°42 en date du 1er août 2018 portant avenant n°6 au schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage a approuvé la requalification de l'aire d'accueil de Tournan-en-Brie. Le projet prévoit la réduction de 30 à 26 places en aire permanente d'accueil pour les familles itinérantes et la création de 9 terrains familiaux pour les familles sédentaires. Les travaux doivent être réalisés sur l'exercice 2019.

| RE-CONSTRUCTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DE TOURNAN EN BRIE | TOTAL | | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|
| TRAVAUX | 1 653 943,20 € | | 0,00 € | 1 653 943,20 € | 0,00 € |
| ETUDES MAITRISE D'ŒUVRE | 82 140,00 € | | | 82 140,00 € | 0,00 € |
| DIVERS | 54 197,85 € | | 864,00 € | 53 333,85 € | 0,00 € |
| TOTAL DES DEPENSES | 1 790 281,05 € | | 864,00 € | 1 789 417,05 € | 0,00 € |
| | Subvention sollicitée | Projection estimée | | | |
| DETR | 800 000,00 € | 200 000,00 € | | 0,00 € | 200 000,00 € |
| DEPARTEMENT | 101 200,00 € | 101 200,00 € | | 0,00 € | 101 200,00 € |
| FCTVA | 284 788,00 € | 290 874,00 € | | 258 981,00 € | 0,00 € |
| TOTAL DES RECETTES | 1 185 988,00 € | 592 074,00 € | 0,00 € | 408 982,00 € | 185 765,00 € |

## G) TRANSFERT DES CONSERVATOIRES ET ECOLES DE MUSIQUE

Une étude est réalisée par les chargés de missions de la Communauté de communes afin de définir l'opportunité et la faisabilité du transfert des conservatoires et écoles de musiques du territoire intercommunal. Il est également prévu d'inscrire une enveloppe budgétaire pour la réalisation d'un projet culturel intercommunal en 2019 (festival).

| Fonctionnement | 2019 |
|---|---|
| festival intercommunal | 20 000,00 € |
| TOTAL DES DEPENSES | 20 000,00 € |

## H) FONDS DE CONCOURS

Dans un objectif de solidarité et d'équité, la Communauté de communes Les Portes briardes entre villes et forêts attribuera pour l'année 2019 des fonds de concours à trois de ses communes membres pour un montant total de 1 000 000 €.

Le fonds de concours sera alimenté par une ligne budgétaire dédiée sur le budget principal de la Communauté de communes en 2019.

L'enveloppe totale (1 000 000 €) est répartie comme suit :

- Férolles-Attilly : 150 000 € (voirie qui dessert l'hôpital de Forcilles)
- Tournan-en-Brie : 250 000 € (réalisation d'un terrain synthétique et d'une piste d'athlétisme et réhabilitation d'une grange)
- Gretz-Armainvilliers : 250 000 € (mise aux normes PMR de trottoirs)

L'assiette du fonds de concours restante sera répartie entre les communes de Gretz-Armainvilliers et de Tournan-en-Brie.

| investissements | 2019 |
|---|---|
| TOURNAN EN BRIE | 250 000,00 € |
| GRETZ ARMAINVILLIERS | 250 000,00 € |
| FEROLLES ATTILLY | 150 000,00 € |
| RESTE | 350 000,00 € |
| TOTAL DES DEPENSES | 1 000 000,00 € |

## I) PROJETS DEVANT FAIRE L'OBJET D'ETUDES COMPLEMENTAIRES :

### a) Demi-échangeur Gretz-Armainvilliers

La « convention pour la viabilisation de la voie communale n°2 de la commune de GRETZ-ARMAINVILLIERS » a été passée entre la commune de GRETZ-ARMAINVILLIERS, la commune de PRESLES-EN-BRIE et la société EURL PROLOGIS France LXXXI le 18 mars 2015. Elle prévoit en son article 8 la création d'une bretelle d'accès en venant de Paris et en allant vers Paris sur la RN4, au nord-ouest de la ZI AMPERE. L'ouvrage a pour objectif de desservir les ZAE Ampère et Eiffel de Gretz-Armainvilliers et le site Prologis installé sur la commune limitrophe Presles-en-Brie.

Le montage financier du projet prévoit que le montant des travaux de réalisation et, à réception de ces voiries et le coût des travaux d'entretiens courant ainsi que du nettoyage et de la consommation électrique sera réparti, aux prorata des surfaces des deux zones, entre les deux communes. Dans le

cadre de sa compétence en matière de développement économique, l'Etat a souhaité que la Communauté de communes pilote le groupe de travail chargé d'actualiser la convention. Le groupe de travail s'est réuni le 27 mars 2018. A la suite, un projet d'avenant rédigé par le cabinet Landot a été adressé aux membres du groupe de travail.
Une étude est également menée par le Département de Seine et Marne concernant l'actualisation des flux.

| Libellé | Total | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|
| 1 - REALISATION D'UN DEMI-ECHANGEUR N4 (ESTIMATION DE LA COMMUNE DE GRETZ ARMAINVILLIERS DE 2010) | | | | |
| Dépenses | 2 000 900,00 € | 0,00 € | 181 900,00 € | 1 819 000,00 € |
| Total recettes | 328 227,64 € | 0,00 € | 29 838,88 € | 298 388,76 € |
| Total dépenses programme | 2 000 900,00 € | 0,00 € | 181 900,00 € | 1 819 000,00 € |
| Total recettes programme | 328 227,64 € | 0,00 € | 29 838,88 € | 298 388,76 € |
| Coût annuel | 1 672 672,36 € | 0,00 € | 152 061,12 € | 1 520 611,24 € |

### b) Pacte financier et fiscal

En 2018, la Communauté de communes Les Portes briardes entre villes et forêts s'est appuyée sur l'expertise du bureau d'études CALIA CONSEIL pour réaliser un diagnostic financier et fiscal de la CCPB et de la commune de Tournan-en-Brie suite à l'implantation de la plateforme logistique Conforama. Cette analyse sera actualisée en 2019. Les conclusions de l'étude et les modalités financières seront présentées en Conseil communautaire en octobre 2019, après une première présentation des objectifs au Conseil communautaire du 8 avril 2019.

A) **LES GRANDES MASSES DES DEPENSES DE LA SECTION INVESTISSEMENT**

| LIBELLE | BP 2019 |
|---|---|
| 16 Dettes | 200 000,27 € |
| 20 Immobilisations incorporelles | 588 326,08 € |
| 204 Subvention d'équipement | 1 000 000,00 € |
| 21 Immobilisations corporelles | 384 987,80 € |
| 23 Immobilisations en cours | 9 854 460,80 € |
| 020 Dépenses imprévues | 72 021,05 € |
| TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION INVESTISSEMENT | 12 099 796,00 € |

Auquel, il a été intégré les restes à réaliser en dépense : 362 990,44 €. **Il ne se sera pas prévu d'autorisation de programmes sur l'exercice 2019 pour la réalisation des investissements.**

B) **LES GRANDES MASSES DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

| LIBELLE | BP 2019 |
|---|---|
| 10 Dotations et participations | 525 214,03 € |
| 13 Subventions | 1 278 037,00 € |
| 16 Dettes | 2 480 000,97 € |
| 001 Excédent d'investissement | 1 647 378,25 € |
| 021 Virement de la section fonctionnement | 6 144 882,75 € |
| 040 Opérations d'ordre section à section | 24 283,00 € |
| TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION INVESTISSEMENT | 12 099 796,00 € |

Auquel, il a été intégré les restes à réaliser en recette : 23 501,03 €.

## BUDGET ANNEXE 2019

Le budget annexe est défini comme suit :

**a) Dépenses :**

| BUDGET ANNEXE | Section fonctionnement | Section investissement |
|---|---|---|
| **Zones d'activité économique** | 10 000.00 € | 0.00 € |

**b) Recettes :**

| BUDGET ANNEXE | Section fonctionnement | Section investissement |
|---|---|---|
| **Zones d'activité économique** | 10 000.00 € | 0.00 € |

## CONCLUSION

**Equilibre et autofinancement**

Conformément à l'article L.1612-4 du C.G.C.T., le budget de l'établissement sera présenté en équilibre réel au niveau des deux sections. Le prélèvement sur les recettes de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, fournit dans le futur budget 2019 les ressources nécessaires pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunts à échoir au cours de l'exercice.

Outre la volonté de ne pas accroitre l'endettement et de conserver un niveau de qualité des services offerts aux habitants sur notre territoire, je vous propose, grâce à la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement, de ne pas procéder à l'augmentation des taux d'imposition pour l'année 2019.

Conformément à la Loi n° 92-125 du 6 février 1992, j'ouvre le débat d'orientation budgétaire (Art. L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales). Ce débat, au sein de notre Conseil Communautaire va définir les grandes orientations du projet de budget 2019. Pour permettre la tenue de ce débat, un rapport relatif aux orientations budgétaires sera annexé à la présente convocation.